



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Année 2014-2015



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Précis L1 Droit – 1^{er} semestre – 2014/2015

Chers étudiants, ça y est, l'année touche à sa fin. Mais pour bien profiter de l'été et éviter les rattrapages, la case des partiels semble inévitable !

Depuis maintenant **80 ans** la **Corpo Assas** accompagne l'étudiant dans tous les domaines de la vie universitaire, et vous propose notamment des **Précis de Droit**. Ces condensés des cours, comportant un point de méthodologie, guideront, encadreront et rythmeront vos révisions des partiels. Ils ne sauraient évidemment se substituer aux exigences universitaires de recherche personnelle.

Effectivement, ces précis sont là pour vous orienter, ils sont faits par des étudiants et ne remplacent pas une présence assidue en cours et en TD ainsi que l'apprentissage régulier et approfondi des différentes matières.

Si jamais il vous venait des questions, n'hésitez pas à nous joindre aux adresses suivantes : josephine@corpo.fr, fahed@corpo.fr, julie@corpo.fr, ou tout simplement sur la page du Canard !

➤ Comment valider votre année ?

Pour les L1 :

Il faut tout d'abord rappeler que toutes vos notes se compensent. Pour valider de la manière la plus simple votre année, il vous faut valider vos quatre blocs (les deux blocs de fondamentaux et les deux blocs de complémentaires). Cependant, le calcul peut s'avérer plus complexe...

Chaque fin de semestre est marquée par des examens qui constituent l'épine dorsale de la validation de votre année. Bon nombre d'autres possibilités vous sont proposées pour engranger un maximum de points et limiter ainsi l'impact de vos partiels. Chacun de vos chargés de TD va vous attribuer une note sur 20 à l'issue du semestre. Vos TD de matières fondamentales comptent donc autant que l'examen écrit, lui aussi noté sur 20. Cet examen s'effectue en 3h et nécessite un exercice de rédaction. Sur un semestre, une matière fondamentale peut donc vous rapporter jusqu'à 40 points. Seuls 20 points sont nécessaires à la validation de la matière. Pour valider votre bloc de fondamentales, il vous faut donc obtenir 40 points en additionnant vos notes de TD et vos notes aux partiels. Si toutefois vous n'obtenez pas ces 40 points, vous repasserez en septembre, lors de la session de rattrapage, la, ou les matières que vous n'auriez pas validée(s).

Pour les L2 :



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Le principe est similaire, à la différence qu'il y a 3 matières fondamentales et 3 matières complémentaires.

Attention : le passage par septembre annule votre note de TD obtenue dans la matière.

Conclusion simple : travailler toutes les matières un minimum en mettant l'accent sur les TD et les matières fondamentales (les plus gros coefficients) vous permettra de maximiser vos chances de valider votre année du premier coup et ainsi éviter l'écueil des rattrapages de septembre.

- **Système de compensation et session de septembre**

Si, au sein même des unités d'enseignement, les matières se compensent, les blocs peuvent aussi se compenser entre eux à la fin de l'année. Ainsi, si vous obtenez une moyenne générale sur l'année de 10/20, votre passage est assuré.

En cas d'échec lors des sessions de janvier et de juin, une seconde chance vous est offerte en septembre.

Attention, contrairement aux idées reçues, les rattrapages ne sont pas plus faciles, ils sont connus pour être notés plus sévèrement. Toutes les matières des blocs non validés où vous n'avez pas eu la moyenne sont à repasser. S'il s'agit d'une matière à TD, la note de TD est annulée (même si vous avez été défaillant), de sorte que la note obtenue en septembre compte double (8/20 revient à 16/40). Les points d'avance acquis lors de l'année (points au-dessus de la moyenne lors de la validation d'un bloc) sont valables après les rattrapages et permettent donc la compensation finale comme décrite précédemment.

A noter que le jury peut vous accorder quelques points pour l'obtention de votre année, notamment dans le cas d'un étudiant sérieux en TD... A bon entendre !

Pour les L1, le passage en deuxième année peut aussi se faire en conditionnel, pour cela il vous faut valider les deux unités d'enseignement fondamentales et une unité d'enseignement complémentaire tout en sachant que l'autre unité complémentaire sera à repasser en L2.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Table des matières :

INSTITUTIONS JUDICIAIRES	5
Introduction	5
Les juridictions communautaires	7
Les juridictions issues de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme	10
Les juridictions nationales	12
Les juridictions civiles.....	12
Les juridictions pénales	15
La Cour de cassation	20
Les personnes au service de la justice	23
Le personnel des juridictions	23
Les juges.....	23
Le Ministère public	25
Les auxiliaires des parties	28
Les avocats.....	28
Les officiers ministériels	30



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

INSTITUTIONS JUDICIAIRES

Introduction

Les institutions juridictionnelles sont les institutions qui rendent la justice en appliquant des règles de droit et tranchent les litiges. Sans elles les règles de droit n'auraient pas un élément obligatoire.

Ces institutions sont très connues mais leur connaissance reste superficielle, en effet, 69% des français ne font pas la différence entre juge et procureur et 75% ignorent le rôle de la cour de cassation. Il existe deux caractères essentiels de la justice : privilège étatique (prérogative de souveraineté) et aussi un service public confié aux institutions juridictionnelles. La justice est aujourd'hui devenue un pouvoir distinct des autres pouvoirs étatiques et notamment du pouvoir législatif.

Le pouvoir juridictionnel monopole de l'Etat

Ce monopole de l'Etat trouve son explication dans la structure de la décision juridictionnelle.

Le pouvoir de rendre la justice se subdivise en deux éléments :

- C'est d'abord « dire le droit » la juridiction (*jurisdictio*).
- C'est aussi un pouvoir de commandement : *imperum*.

La jurisdictio

Juger, c'est d'abord dire le droit pour énoncer la solution à un litige. Cela implique de d'abord connaître les faits, les règles de droit et choisir la bonne celle applicable au fait. Dans la plupart des cas le jugement est précédé d'une période pendant laquelle on établit précisément quels sont les faits et déterminer la règle de droit applicable. La phase de jugement est précédée par une phase d'instruction de l'affaire (la connaissance du droit incombe au juge, à la cour).

Il existe 2 types de procédure :

- **Accusatoire** : le juge est passif s'agissant des faits, il incombe aux parties de trouver les preuves et de les amener au juge. Ce sont principalement les procédures commerciales.
- **Inquisitoire** : Le juge joue un rôle actif dans la recherche de preuves, il a le pouvoir d'enquêter. Ce sont principalement les procédures pénales.

Dans la réalité, aucune juridiction n'a une procédure purement accusatoire ou inquisitoire.

Quand le juge considère qu'il a assez d'éléments de faits, il met fin à l'instruction et le jugement peut se mettre en place. Le juge va entendre oralement les parties puis va délibérer pour rendre sa décision. Une décision rendue par tribunal est un jugement, une décision rendue par une cour est un arrêt et la décision d'un juge prise à titre préparatoire ou provisoire est une ordonnance.

La décision est divisée en 2 parties :

- **Motifs** : où les juges reprennent les éléments de fait et de droit pour justifier la décision.
- **Dispositif** : parties où les juges énoncent leur décision.

A la toute fin de la décision juridictionnelle, on trouve une formule particulière qui est l'imperium du juge.

L'imperum

Le juge détient aussi un pouvoir de commandement : il peut contraindre la partie qui a perdu à exécuter la décision juridictionnelle, ses décisions de justice ont une force exécutoire.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Le juge peut demander l'appui d'un huissier ou d'un officier de police judiciaire pour contraindre l'exécution de la décision.

L'imperium doit donc être le monopole de l'Etat, cependant la jurisdictio peut très bien être assurée par un organe privé : l'arbitrage. On confie à une personne privée le soin de trancher un litige privé.

Ces personnes sont choisies par les parties elles-mêmes, ce sont les arbitres. Les deux arbitres choisis vont en choisir un 3^e car il faut un nombre impair pour trancher un litige.

Les arbitres sont tenus de respecter la règle de droit mais peuvent parfois statuer en équité, on dira qu'ils statuent en « amiable compositeur ». Ses avantages sont sa rapidité (plus rapide que la justice étatique), sa discrétion (particulièrement nécessaire pour les affaires commerciales), permet de rédiger des litiges à caractère international. Mais les arbitres peuvent manquer de compétences juridiques, manquer d'impartialité et le prix très élevé.

Il y a deux types d'actes pour recourir à un arbitrage :

- **Clause compromissoire** : renonciation à la justice étatique, parfois prématurée car une des parties peut regretter d'avoir renoncé au recourt à la justice étatique. Dans un contrat, il y a toujours une clause imposée par une partie à l'autre. La plupart des contrats sont des contrats d'adhésion dans lesquels une des parties décide. Ce sont eux qui envisagent ensemble la conclusion du contrat.
- **Compromis** : les parties peuvent statuer en équité.

Lorsque la « sentence arbitrale » est rendue, le litige ne peut plus être rejugé par une juridiction de même rang.

Ainsi pour avoir recours à un nouvel arbitrage, il faut réunir 3 facteurs :

- Mêmes **parties** : les requérants ne doivent pas avoir changé.
- Même **objet**.
- Même **cause**.

De plus, la sentence arbitrale est dépourvue d'imperium contrairement au jugement car l'arbitre est une personne privée et ne peut pas contraindre l'application de sa sentence. Si une partie veut forcer l'exécution de la sentence, elle doit se tourner vers une juridiction étatique pour que le juge force la partie à appliquer la sentence. Le juge ne va pas rejouer le litige mais va juste vérifier que les principes de la procédure arbitrale ont été respectés. Alors si la procédure a été respectée, il rend une « ordonnance d'exequatur » c'est-à-dire qu'il rend la sentence arbitrale obligatoire.

Pouvoir juridictionnel et pouvoir législatif

Sous ancien régime, la justice émanait du Roi, il pouvait révoquer les juges et pouvait toujours casser les jugements rendus. La justice n'était donc pas indépendante : système de justice retenue (retenue entre les mains du roi). La justice va obtenir son indépendance petit à petit : les juges deviennent propriétaires de leurs charges et donc indépendants du roi. Il y avait alors une juridiction supérieure à toutes les autres : le Parlement (totalement différent du parlement d'aujourd'hui).

Ces parlements exercent un rôle politique en utilisant 2 grandes techniques :

- **Arrêts de règlement** : décisions de principe par lesquelles un parlement tranchait un litige et dans cet arrêt, cette décision prévaudra pour l'avenir. Les parlements disposaient et donc créaient du droit.
- **Refus de l'enregistrement des ordonnances royales** : une ordonnance royale pouvait ne pas être valable dans toutes les provinces car les parlements pouvaient ne pas l'avoir enregistrée partout.

Les parlements étaient devenus très populaires mais le roi était très hostile à ces parlements.

La Révolution française marque passage d'un droit diversifié à un droit unifié. Montesquieu formule alors la théorie de la séparation des trois pouvoirs : exécutif ; législatif ; judiciaire. Il indique que ces 3 pouvoirs doivent être séparés pour éviter despotisme et l'abus de droit. Mais les Lumières étaient assez hostiles au pouvoir judiciaire. Les lois révolutionnaires reconnaissent l'existence du pouvoir judiciaire, le principe est reconnu dans toutes les constitutions mais elles interdisent aux juges de s'immiscer dans les affaires législatives. « Les



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

tribunaux ne peuvent prendre directement ou indirectement part à l'exercice du pouvoir législatif ». Les juges ne peuvent ni créer du droit ni refuser de l'appliquer.

En **1804**, le tribunal de cassation est créé, ses pouvoirs sont limités, il ne pouvait pas interpréter la loi

Les questions les plus importantes sont déferées au pouvoir législatif : c'est au législateur d'interpréter en réaction aux abus du parlement (=tribunaux). Mais avec la rédaction Code civil de **1804** se forme un rééquilibrage : les juges peuvent interpréter les lois (équilibre entre loi et jurisprudence). On trouve cet équilibre dans le discours de Portalis, comme la loi ne peut pas tout prévoir, elle doit énoncer des règles générales. La jurisprudence sera là pour interpréter la règle générale au cas particuliers.

De plus, Discours nous dit que la jurisprudence doit créer du droit pour les situations qui ne sont pas réglées, selon usage, raison ou équité.

Le juge a donc 2 pouvoirs reconnus :

- Pouvoir d'**interprétation**.
- Pouvoir de **création**.

Article 4 du Code civil : « *Le juge qui refusera de juger [...] sera poursuivi pour déni de justice* ».

Lorsqu'il y a une certaine obscurité de la loi, on reconnaît le pouvoir d'interprétation du juge. Mais la jurisprudence n'est pas aussi contraignante que la loi. **Article 5 du Code civil**, les juges n'ont pas le droit de rendre des décisions s'appliquant à tous les conflits, leur décision n'a de force obligatoire que pour l'affaire qui leur est soumise donc les arrêts de règlements sont interdits. La position des juridictions dans un litige peut varier, c'est le revirement de jurisprudence. La règle légale et la règle jurisprudentielle diffèrent. La règle légale, la loi, les juges sont obligés de les appliquer contrairement à la règle jurisprudentielle.

Le pouvoir de rendre la justice est une prérogative de souveraineté de l'Etat, donc appartient à des juridictions étatiques. A partir de **1950**, le droit international apparaît et va prendre une grande importance. Ainsi quand une loi est contraire à un traité international, elle est écartée du traité selon l'**article 55 de la Constitution**. En France, en **2000**, il existait 6000 traités et 15 000 textes de droit communautaire. Le droit français est inclus au sein d'un véritable espace juridique européen qui a créé ses propres juridictions pour veiller au respect de ses règles de droit.

Ces juridictions européennes sont de deux sortes : les unes pour créer pour le droit communautaire pour les pays de l'UE et les autres pour la convention européenne des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales incluant 41 pays.

Les juridictions communautaires

Les juridictions communautaires sont appelées cour de justice européenne, dans son sein, les plus importantes sont la Cour de justice, le tribunal et le tribunal de 1^{ère} instance.

Le droit communautaire

Droit communautaire : créer un ensemble de règles qui s'appliquent de manière uniforme au sein des Etats membres. Supposent que les juridictions nationales ne puissent pas écarter les dispositions communautaires. Ce principe suppose donc de primauté du droit communautaire sur le droit national.

Il existe une hiérarchie au sein même du droit communautaire :

- Droit communautaire primaire, originaire.
- Droit dérivé.

On désigne les différents traités qui ont institués puis réformés l'UE : les pays membres ont créé des institutions communautaires où ils ont transféré une partie de leur pouvoir normatif.

Ces institutions communautaires ont trouvé des règles de droit constituant le droit communautaire dérivé.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Droit communautaire originaire

Ces traités ont créé et institué les institutions politiques communautaires, il faut retenir :

- Le **Traité de Rome** signé en **1957** qui crée la CEE ;
- L'**Acte unique** du **28 février 1986** crée par exemple la libre circulation ;
- Le **Traité de Maastricht** du **7 février 1992** crée l'euro et une nouvelle répartition des pouvoirs au sein des institutions ;
- Le **Traité d'Amsterdam** du **2 octobre 1997** : réforme des institutions avec l'accroissement du pouvoir de l'UE ;
- Le **Traité de Nice** le **26 février 2001** ;
- Le **Traité de Lisbonne** du **26 décembre 2007**.

Institutions politiques communautaires

Les institutions politiques communautaires sont proposées par la commission, puis soumises à l'accord du parlement européen et enfin sont adoptées par le Conseil de l'UE qui joue un rôle d'élaboration des normes alors que le conseil européen a un simple rôle d'impulsion politique.

La Commission

Les membres de la commission sont tous les 5 ans et sont nommés par le gouvernement des Etats-membres. Depuis le **Traité de Nice**, il n'y a plus qu'un commissaire par Etat donc 28 membres.

Cette commission exprime l'intérêt communautaire et en assure la satisfaction. Les commissaires n'ont pas à défendre l'intérêt de leurs pays d'origine et ont un statut particulier visant à garantir leur indépendance vis à vis de leur pays.

Elle a 2 compétences essentielles :

- Monopole de l'initiative lors de l'élaboration du droit communautaire.
- Contrôler l'application du droit communautaire

Elle peut saisir la CJCE si un Etat ne respecte pas le droit communautaire. Elle a été souvent critiquée car elle n'est pas élue directement par le peuple, le **Traité de Maastricht** a remédié à ce problème en soumettant les commissaires à un vote d'approbation du Parlement Européen.

Le Parlement européen

Le nombre de membres du parlement européen a été régulièrement accru en tenant compte de l'élargissement européen. Actuellement : on compte 754 membres. Chaque pays-membre a un quota proportionnel à sa démographie : Allemagne 99 députés, France et UK 72 chacun, Chypre 6 députés

Depuis le **Traité de Lisbonne** : la répartition va être modifiée en 2014 et sera plus favorable aux petits Etats : 751 députés mais la répartition de sièges suivra le principe de proportionnalité dégressive et les députés des gros pays représenteront plus de citoyens que les petits pays, mais ne pourront avoir plus de 96 députés. Les membres sont élus au suffrage universel direct pour 5 ans et le Président élu pour 2 ans et demi. Grâce à l'**Acte Unique** et au **Traité de Maastricht**, le Parlement voit ses attributions accroître, il se dote progressivement d'un véritable pouvoir de codécision pour la quasi-totalité des textes européens.

Le Conseil de l'UE

Le Conseil de l'UE comprend un représentant par Etat (généralement le ministre des affaires étrangères). Il y a encore une prise en compte de l'importance de la démographie. Pour les décisions qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres ne disposent pas de la même force :

Les grands Etats (France, UK, Allemagne, Italie) ont chacun 29 voix tandis que les petits Etats comme Malte représentent 3 voix. Mais le **Traité de Lisbonne** va modifier ceci : le **1^{er} janvier 2014**, les décisions prises à la



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

majorité qualifiée devront être prises par au moins 55% des Etats membres (15 Etats sur 27) et ces Etats devront représenter 65% population.

Le Conseil de l'UE est le législateur qui adopte les normes communautaires sur proposition de la commission et après avis du Parlement. Il adopte les normes qui forment droit communautaire dérivé

Le droit communautaire dérivé

Le droit communautaire dérivé est composé de 2 catégories de normes :

- **Règlements** : directement applicables, peuvent créer directement du droit ou des obligations pour les Etats membres ou leurs ressortissants sans qu'il y ait besoin que ce règlement soit repris dans un texte national.

Exemple : un règlement communautaire, dès qu'il est publié au JO européen, la France n'a pas besoin de voter cette loi au parlement.

- **Directives** : Pas d'applicabilité directe, elles imposent juste aux Etats d'atteindre un résultat déterminé dans un certain délai, c'est-à-dire elles imposent la finalité mais pas la modalité.

Normalement les pays membre transposent cette directive directement dans son droit interne. Mais parfois, ils ont besoin d'adopter un texte pour que cette directive s'applique mais cela remet en cause le principe d'uniformité du droit communautaire.

De plus si le pays ne respecte pas les délais impartis, la CJUE peut considérer que cette directive s'applique malgré tout et les ressortissants pourront s'en prévaloir contre leur pays. Il existe deux conditions pour qu'un individu se prévale d'une directive non transposée : le délai de transposition doit être écoulé et la directive doit être suffisamment précise pour qu'on puisse reconnaître des droits aux individus sur son seul fondement.

La Cour de justice

La Cour de justice siège à Luxembourg et est composée de juges et avocats généraux, il y a 28 juges (1 juge = 1 Etat membre), 8 avocats généraux, proposent aux juges une solution juridique au litige. Ils sont nommés d'un commun accord avec les Etats membres pour un mandat de 6 ans. Ils sont renouvelés partiel tous les 3 ans et vont désigner parmi eux un Président.

Selon l'importance des affaires, les juges siègent en chambre de 5 juges ou 3 juges, 15 juges pour les affaires importantes et 28 juges en assemblée plénière pour les grosses affaires. -Peut être saisi d'un recours en annulation contre un acte des institutions communautaires.

Un recours permet de faire constater défaut de conformité de cet acte.

Exemple : contrôler conformité du droit communautaire dérivé sur le droit communautaire primaire.

Ce recours peut être exercé soit par un Etat membre ou commission ou Conseil ou Parlement.

Il peut vérifier la conformité du droit interne au droit communautaire

Les 3 attributions juridictionnelles de la Cour de justice concernant le respect de la hiérarchie des normes sont :

- Interpréter le droit communautaire à demande d'une juridiction d'un Etat membre (= renvoi préjudiciel en interprétation), renvoi obligatoire pour les juridictions nationales suprêmes. Renvoi facultatif pour les juridictions inférieures (tribunal, cour d'appel).
- Sanctionner un Etat s'il ne respecte pas le droit communautaire. Ces actions ont pour but de faire constater par la cour qu'un Etat membre a manqué à ses obligations et va contraindre cet Etat à les respecter, s'il ne les respecte pas, il reçoit des sanctions pécuniaires. Ces sanctions sont très élevées. Il peut sanctionner un Etat dont les juridictions suprêmes ne mettent pas en œuvre droit communautaire.
- Juridiction de recours du Tribunal de Première instance de la communauté.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Le tribunal

Le tribunal est créé lors de l'acte unique afin de désengorger la CJUE auquel il ressemble beaucoup : ils siègent dans les mêmes locaux, ont le même nombre de juges, leur subdivision du nombre de juges qui siègent est similaire. Mais ils existent des différences malgré tout : il peut parfois statuer à juge unique et n'a pas d'avocats généraux permanents, si besoin, fonction confiée aux juges.

Ses attributions sont :

- De **1953 à 1977** : il y avait peu de contentieux, la cour a jugé peu de recours (887). Mais la période suivante est très chargée mais la composition de la cour est restée inchangée ce qui cause un engorgement de la cour et les délais étaient très longs.

Pour que la CJUE aille plus vite, on a déchargé cette cour en transférant ses attributions au tribunal.

- L'**Acte Unique** va décider de transférer à ce tribunal des compétences pour juger des litiges entre institutions communautaires et leurs agents. Le **Traité de Maastricht** a prévu que les compétences du Tribunal pourraient être accrues sur simple décision du Conseil qui sont des contentieux des aides publiques aux entreprises confié au tribunal. Mais à force de transférer des compétences au Tribunal, il y a un engorgement. Pour pallier à ce problème : en **2004**, le Conseil a créé le « Tribunal de la fonction publique européenne » qui permet le transfert d'affaires du Tribunal vers ce Tribunal.

Les juridictions issues de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme

La France est loin d'être le pays le plus attaqué mais elle fait partie des plus condamnés, c'est le 14^e pays le plus attaqué (Russie = 1^{er} pays le plus attaqué).

La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Après la 2nd GM, les Etats démocratiques européens créent Conseil de l'Europe afin de protéger les droits de l'homme et promouvoir la démocratie, sous ce conseil sera rédigée la CESDH, le **4 novembre 1950**. Tous les Etats membres du Conseil ont signé cette convention Mais pour qu'elle s'applique, les Parlements de ces Etats doivent aussi la ratifier (Exemple : France signe la convention **1950** mais elle ne la ratifie qu'en **1974**). La Convention ne s'impose pas de la même manière que le droit communautaire. La Convention ne cherche pas à créer de réglementation identique qui supprime les droits nationaux.

Elle vise à ce que les droits de l'homme soient respectés à travers les droits nationaux et laisse aux Etats choisir les mesures qu'ils veulent afin de faire respecter ces droits. La Convention intervient seulement pour assurer la protection minimale des droits de l'homme. Elle peut suppléer au droit national défaillant. Ces juridictions ne peuvent pas être saisies directement. Il faut d'abord invoquer la Cour européenne de sauvegarde des droits de l'homme et du citoyen devant les juridictions nationales ;

Puis il existe alors 2 possibilités :

- Soit donne raison au requérant ;
- Soit le requérant n'obtient pas satisfaction et va pouvoir saisir les juridictions créées par la CESDH.

L'organisation juridictionnelle créée par la Convention européen de sauvegarde des droits de l'Homme.

Pendant longtemps, ces juridictions ont été au nombre de 2 : la commission des droits de l'Homme et la Cour européenne des droits de l'Homme. Aujourd'hui il n'existe plus qu'une seule juridiction après la réforme du « **11^e protocole additionnel** » le **1^{er} novembre 1998**. Cette réforme est due à un engorgement de ces deux juridictions : avant **1998**, le délai était de 5 ans pour un recours devant ces juridictions, la réforme était nécessaire



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

et au début a été efficace, mais 6 ans après sa mise en place, le nombre de décisions rendues ne cesse de croître. Une nouvelle réforme a été nécessaire : le **14^e protocole additionnel** est adopté le **13 mai 2004** mais pour entrer en vigueur, il doit être ratifié par tous les pays, la Russie ne veut pas ratifier (pays d'où afflue le plus de requêtes). Pour court-circuiter la Russie, un **protocole n°14 bis** est adopté, elle signe finalement **14^{ème} protocole** en **2010**.

La Cour européenne va se trouver améliorer. Un **15^{ème} protocole additionnel** a été ouvert le **24 juin 2013** mais il n'est pas en vigueur.

11

L'organisation juridictionnelle antérieure au 1^{er} novembre 1998

L'organisation juridictionnelle antérieure au **1^{er} novembre 1998**, la Commission européenne des droits de l'homme a autant de membres que d'Etats, ses membres sont élus pour 6 ans par comité des ministres du Conseil de l'Europe à partir d'une liste établie par Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe. Le Conseil des ministres est composé de représentants du gouvernement des Etats membres et l'Assemblée consultative, formée des représentants des parlements nationaux des Etats membres.

La Commission pouvait être saisie de 2 manières :

- Par un autre Etat membre, c'est le « droit d'action étatique ». Un pays pouvait la saisir pour protéger ses ressortissants dans un autre Etat membre. (Exemple : la Suède avait agi contre la Grèce pour protéger ses ressortissants). Mais ce droit d'action étatique était très peu utilisé.
- Par un individu estimant que ses droits de l'homme ont été violés, il fait un recours individuel mais 2 conditions devaient être remplies : l'Etat mis en cause devait avoir la possibilité de recours individuel à son encontre (la France ne l'a signé qu'en **1981** cette possibilité de recours individuel) et il fallait l'épuisement des recours internes (**article 26 de la CEDH**). Si la plainte est jugée recevable, la commission devait ensuite enquêter pour tenter de trouver un accord à l'amiable entre l'individu et le pays. S'il n'y a pas d'accord amiable, on transmet un rapport au comité des ministres du Conseil, ensuite la CEDH pouvait trancher.

La Cour européenne des droits de l'homme a autant de juges que d'Etats ayant ratifiés la convention, ils sont élus pour 6 ans. Chaque Etat présente 3 candidats, 1 sera élu par Assemblée consultative du Conseil. Le **14^e protocole** prévoit que les juges soient élus pour 9 ans. Jusqu'en **1998**, la CEDH pouvait être saisie par la Commission européenne des droits de l'homme ou par un Etat ayant effectué la requête ou l'Etat mis en cause. Les individus ne pouvaient pas saisir la cour européenne des droits de l'homme. Il n'y avait pas de déni de justice. Généralement, la Cour est saisie par la Commission, elle devait juger l'affaire comme elle le fait aujourd'hui.

La réforme du système juridictionnel par les **11^e et 14^e protocoles additionnels**

Le **11^e protocole** est entré en vigueur le **1^{er} novembre 1998**.

Ses effets sont :

- Une large modification du contrôle juridictionnel de la Convention,
- La suppression de la possibilité de signer la Convention tout en écartant les recours individuels,
- La simplification de l'organisation des institutions issues de la Convention.

Désormais seule la CEDH juge les litiges : cette réforme a pour but d'accélérer les délais.

La CEDH est divisée en 5 sections comprenant 9 à 10 juges (sections divisées en comités de 3 juges et des chambres de 7 juges).

La requête individuelle est d'abord attribuée à une section où un juge unique va d'abord procéder à un examen de recevabilité de la requête :

- Quand il y a un épuisement des recours internes.
- Le délai est de 6 mois pour saisir la cour après la dernière décision du recours interne.
- La plainte doit concerner un Etat ayant signé la CEDH.
- Préjudice important du requérant.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

S'il y a une irrecevabilité manifeste, le juge peut déclarer la requête irrecevable et sa décision n'est pas susceptible de recours. (En **2011** : 64 547 requêtes envers la CEDH, 50 000 jugées irrecevables)

S'il y a requête recevable, elle est examinée par une chambre de 3 ou 7 juges.

La chambre de 7 juges exerce 4 tâches :

- Vérifier à nouveau recevabilité,
- Instruit l'affaire,
- Tentative de conciliation,
- Juger.

On fait appel à cette chambre de 7 juges pour des affaires complexes, L'arrêt rendu deviendra définitif que si dans un délai de 3 mois, une des parties n'a pas demandé le renvoi de l'affaire devant une grande chambre de 17 juges. Mais un renvoi est possible que s'il y a un problème majeur d'interprétation ou d'application. Un collège de 5 juges décidera si cette affaire peut être renvoyée. Le renvoi peut aussi avoir lieu quand la question est trop grave, mais les renvois sont très rares : 1%.

Les effets des arrêts rendus par la Cour Européenne des Droits de l'Homme

Supposons que la CEDH a rendu un arrêt constatant qu'une loi d'un pays était contraire à la CESDH, cela n'entraîne pas automatiquement la modification de la loi interne, la CEDH incombe au pays de modifier sa loi. Mais ce n'est pas toujours possible d'effacer les conséquences d'une violation de la CESDH. Dans ce cas on va accorder des dommages intérêts à la victime. C'est notamment du fait de sanctions pécuniaires très lourdes que les Etats respectent la CESDH et aussi parce que ces sanctions ont un lourd impact médiatique. En **1990** : affaires des écoutes téléphoniques non réglementées illégales aux yeux de la CESDH. La Cour de cassation va vite réagir en **1991** et réglementer cette méthode.

Les juridictions nationales

Les juridictions civiles

Les juridictions civiles ne sont pas toutes placées au même niveau juridique. Certaines connaissent des affaires pour la 1^{ère} fois, ce sont les juridictions de 1^{er} degré. D'autres juridictions de rang supérieur doivent agir comme rôle de rejurer ce que les juridictions de 1^{er} degré ont déjà jugé une 1^{ère} fois. On peut interjeter l'appel du jugement de 1^{er} degré devant une juridiction supérieure avec des magistrats plus expérimentés. Ce système présente 2 avantages : rejurer l'affaire une 2^{ème} fois et les juges de 1^{er} degré ne dépendent pas de ceux en appel. Il y a deux sortes d'arrêts d'appel : arrêts infirmatif ou arrêt confirmatif.

Les juridictions de 1^{er} degré

Il existe 7 sortes de juridictions du premier degré : TGI, TI, les juridictions de proximité (supprimées à partir du **1^{er} janvier 2015**), les Tribunaux de commerce, les Tribunaux paritaires des baux ruraux et les juridictions de la sécurité sociale.

Tribunal de Grande Instance

Les tribunaux de grande instance sont une juridiction de droit commun, ils peuvent juger tous les litiges de droit privé, ils sont compétents que pour les affaires supérieures à 10.000€ et ont des compétences exclusives pour certains domaines : divorce. Initialement ces tribunaux ont pour ressort territorial le district. Les TGI ont pour ancêtre les tribunaux de district créés en **1790**, les 545 Districts sont délimités comme des arrondissements. Mais il y avait un éparpillement des moyens et une désorganisation de la justice. Les Tribunaux de district sont remplacés par tribunaux départementaux



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Mais la justice est devenue trop éloignée du justiciable, ainsi il y a eu la création des tribunaux d'arrondissement qui deviendront les « tribunaux civils ». Jusqu'en **1958**, il y avait un tribunal civil par arrondissement. Mais à cause de l'exode rural, il y a un chamboulement de l'organisation territoriale. L'**ordonnance de 1958** met fin aux tribunaux civils, les TGI apparaissent : en **1958**, 181 TGI et en **2012** : 161 TGI. Le ressort territorial des TGI est fixé par décret en fonction des besoins locaux.

Et il y a au moins un TGI par département.

Le TGI comporte au moins 3 juges qui donnent une décision collégiale, TGI de Paris, il y a 300 juges.

Quand un TGI est composé de plus de 5 juges, il se divise en chambres. Chaque chambre est spécialisée dans un domaine particulier et peuvent se diviser en sections.

Il y a un Président à la tête de chaque TGI et a 2 fonctions :

- **Administrative** : il répartit les affaires entre les chambres
- **Juridictionnelle** : il peut prendre des mesures urgentes des « ordonnances de référé » ou des « ordonnance sur requête » des mesures prises à la demande d'une seule des parties sans que l'autre soit prévenue.

Le Tribunal d'Instance

Le Tribunal d'instance a pour compétences :

- S'occupe des affaires inférieures à 10.000€ : les litiges ne concernent pas de gros montants et donc nécessite une justice rapide et pas chère.
- A des compétences exclusives dans certains domaines : baux d'habitation, expulsion, crédit à la conso.

Son but est de tenter de concilier les parties. Par les **Lois des 16 et 24 août 1790**, il y a la création du « juge de paix », des notable (jusqu'en **1926** n'était même pas licencié en droit) chargé de concilier les parties. Ils sont remplacés par des Tribunaux d'Instance composés de magistrats issus de l'ENM.

Juridiction de proximité

Les juridictions de proximité sont présentes partout, une par arrondissement à Paris Elles s'occupent des litiges jusqu'à 1500€, 4000 € depuis la **Loi du 26 janvier 2005**. Ce sont des juges non professionnels : + 35 ans et moins de 75 ans avec des diplômes justifiant d'une qualification juridique.

Exemple : avocats, anciens commissaires.

Ils suivent formation de 12 jours puis effectuent un stage de 25 jours au sein de la juridiction.

Ce sont des métiers peu convoités, en **2002** : il fallait 3300 juges à recruter, 600 recrutés seulement car cela relève surtout du bénévolat. En **2008** : la Commission propose de supprimer les tribunaux de proximité et d'intégrer les juges de proximité dans les tribunaux d'instance en leur accordant des fonctions spécifiques, cette proposition est reprise dans une loi de **2011**.

Tribunaux de commerce

Ce sont des juridictions d'exception compétente pour trancher 2 catégories de litiges : litiges entre commerçants et litiges entre toutes personnes (mêmes non commerçantes) dès lors qu'ils sont relatifs à des actes de commerce. Ce sont des tribunaux originaires du Moyen-Âge.

Avant la réforme, il existait 185 tribunaux, en 212, 135 tribunaux de commerce ne sont présents que là où l'activité commerciale le nécessite. A défaut de tribunal de commerce, c'est le TGI qui va juger. Les juges sont élus par des commerçants, justifié par l'importance des usages en droit commercial. Mais à chaque élection, la participation est très faible. Le nombre de juges est fixé par décret et varie selon le nombre d'affaires à juger. Le Président du tribunal de commerce est élu par les juges pour 4 ans. Il a un rôle administratif et juridictionnel, il peut prendre des ordonnances sur requête ou des ordonnances de référé.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Mais cette organisation du tribunal présente un inconvénient, il n'y a aucune garantie des compétences juridiques des juges alors que le droit commercial est très complexe dans les régions reculées, le droit sera appliqué par le boulanger, la pharmacienne. De plus, il y a un problème de partialité, surtout dans les petits tribunaux. Certains tribunaux de commerce comme Paris ont mis en place un examen pour être sûr d'avoir des juges compétents. Pour le problème de partialité : s'il y a un conflit d'intérêt, les juges doivent se récuser mais s'il n'y a personne pour les remplacer, cela pose problème. Pour certaines affaires techniques, seuls les grands tribunaux de commerce sont compétents.

Les Conseils de prud'hommes

Les conseils de prud'hommes tranchent les litiges individuels nés d'un contrat de travail.

Il existe 2 traités essentiels dans les prud'hommes :

- Conciliation.
- Caractère paritaire.

En **1879**, il y a au moins un prud'homme par ressort géographique de TGI. Depuis la réforme de la carte judiciaire, une partie de ces juridictions a été supprimée, il existe 210 conseils de Prud'homme. Ils sont divisés en sections spécialisées : encadrement, industrie, commerce et services commerciaux, agriculture, activités diverses. Chacune de ces sections comporte au moins 3 conseillers employeurs et 3 conseillers salariés. Ces conseillers sont élus à la proportionnelle section par section.

Chaque section dispose de 2 bureaux :

- Bureau de conciliation avec un conseiller employeur et un conseiller salarié, en cas de tentative de conciliation en principe obligatoire, si elle échoue :
- Bureau des jugements avec deux conseillers employeurs et deux conseillers salariés. Ce nombre pair peut causer problème, on fait alors appel à un juge répartiteur qui ne représente aucune des deux parties. Ce juge est un juge du T.I. Dans ce cas-là, l'affaire est rejugée sous la présidence de ce juge, il y a 5 juges donc un nombre impair.

Chaque année est élue un président et vice-président, si le président est un employeur alors le vice-président sera un employé. Il a des attributions administratives pour gérer le budget.

Tribunal paritaire des baux ruraux (TPBR)

Les tribunaux des baux ruraux sont des juridictions compétentes pour connaître des litiges relatifs à un monde rural quel que soit le montant. Ils sont assez récents, ils datent de la 2^e GM (**Loi de 1943**). Il y a un TPBR pour chaque Tribunal d'instance. Ils cumulent les structures à la fois échevinale, électorale et paritaire. Ils sont composés d'un Président qui est un magistrat de carrière, assisté de 4 assesseurs, 2 représentent les bailleurs/ 2 représentent les locataires.

Juridictions de la sécurité sociale

Les juridictions de la sécurité sociale connaissent 2 sortes litiges :

- **Techniques** : litiges médicaux relatifs au contentieux de l'incapacité, invalidité et inaptitude au travail. Les contentieux techniques sont confiés en 1^{ère} instance au tribunal du contentieux et de l'incapacité siégeant auprès de chaque juridiction régionale de la sécurité sociale. Le Tribunal est composé de 3 membres : un magistrat, un assesseur représentant les employés et un assesseur représentant les employeurs.
- **Juridiques** : relatif au droit de la sécurité sociale. Les contentieux sont confiés au tribunal des affaires de la sécurité sociale : présidé par un magistrat de carrière du Tribunal d'instance et de 2 assesseurs représentant les employés et les employeurs qui ne sont pas élus mais nommés pour 3 ans.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Les Cours d'appel

Sous l'Ancien régime, l'appel existait mais il n'était pas limité à un seul recours devant une juridiction. Il pouvait y avoir plusieurs appels successifs permettant de remonter jusqu'à la justice du roi, ce qui a été supprimé lors de la Révolution. Les Révolutionnaires refusaient l'idée d'une hiérarchie entre les juridictions. Le pouvoir constituant a accepté cette idée de procès en appel mais vers une cour hiérarchiquement de même rang : l'appel circulaire. Sous le Consulat, on abandonne l'appel circulaire au profit de l'appel hiérarchique. Les Cours d'appel sont aujourd'hui les principales juridictions du second degré depuis **1958** où tous les contentieux vont devant la cour d'appel, ce qui a influencé sa composition : certaines cours nécessitaient des juges spéciaux (ex : baux ruraux, prud'hommes)

La procédure d'appel n'est pas toujours possible, elle exclut les petites affaires. Seules les grosses jugées en 1^{er} ressort sont susceptibles d'appel, le critère de distinction est le montant du litige : 4000 € et plus. Il y a 36 cours d'appel en France (Cour d'appel de Cayenne mise en place depuis **2012**).

Comme les TGI, les Cours d'appel sont divisées en chambres spécialisées et placées sous la houlette d'un Président qui a :

- Une fonction administrative : veille bonne administration de sa propre juridiction.
- Surveille également les juridictions du 1^{er} degré et doit en rendre compte au Garde des sceaux.
- A des attributions juridictionnelles : peut intervenir pour prendre des mesures urgentes dont les nécessités apparaîtraient qu'en Cour d'appel.

La Cour d'appel a un rôle important dans l'exécution des jugements en 1^{er} instance :

- Au civil : l'appel est suspensif, le jugement ne peut pas être exécuté tant que cour d'appel n'a pas rendu son arrêt.
- Mais en première instance, le tribunal peut rendre l'exécution provisoire du jugement mais les conséquences sont lourdes. Le président de la Cour d'appel peut suspendre cette exécution lorsque l'exécution provisoire est jugée excessive.

Les juridictions pénales

La principale différence entre les juridictions d'instruction et celle de jugement tient à la procédure. La procédure civile est de type accusatoire et celle pénale est de type inquisitoire. Ces juridictions vont être chargées d'instruire avant le procès. La juridiction de 1^{er} degré est le juge de l'instruction et celle du 2nd est la chambre de l'instruction.

Les juridictions de droit commun d'instruction

Le juge d'instruction

Le juge d'instruction est un juge du TGI nommé à cette fonction par décret du Président de la République, le nombre de juges d'instruction varie (ex : à Paris 80 juges d'instruction).

Le juge n'intervient pas dans toutes les affaires pénales, cela dépend de la gravité de l'infraction :

- Infractions (inférieures 1500€ ou 3000€ si récidive), le juge d'instruction ne sera pas saisi (sauf cas particulier).
- Délits, puni jusqu'à 3000€ et peine de prison inférieure à 10 ans. Le juge instruction est très rarement saisi sauf en cas d'affaire complexe.
- Crimes, plus de 10 ans prison, l'instruction est obligatoire. Le juge ne peut jamais se saisir lui-même, doit être saisi par la victime ou Procureur de la République avec un réquisitoire introductif d'instance.

Une fois saisi, le juge d'instruction va instruire à charge et à décharge, il va chercher des preuves visant à inculper et disculper la personne. Il peut prendre toutes les mesures d'instruction nécessaires à la vérité, selon le Code d'instruction pénale : des interrogatoires, perquisitions, expertises.

Il peut aussi délivrer des mandats :



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

- Mandat de **comparution** : convoquer une personne.
- Mandat d'**amener** : contraindre (par la force publique) un individu à comparaître.
- Mandat de **recherche** : rechercher une personne et la placer en garde à vue.
- Mandat d'**arrêt** : ordonne la recherche d'une personne pour la faire comparaître devant un juge d'instruction.

Avant la **Loi du 15 juin 2000**, le juge d'instruction pouvait délivrer des mandats de dépôt, placer une personne en détention provisoire souvent grave on place en détention une personne présumée innocente (car pas encore jugée). La **Loi du 15 juin 2000** met fin à cette pratique. Désormais le juge d'instruction doit formuler une demande de placement en détention provisoire au Juge des Libertés et de la détention (JLD) qui est un magistrat plus expérimenté. Mais la protection contre la mise en détention par erreur connaît des failles : à la suite de l'affaire Outreau, le législateur est de nouveau intervenu sur cette loi.

Il souligne le problème de solitude du juge d'instruction et les soit disant gardes fous contre les détentions qui ne fonctionnent pas si bien que ça. La **Loi du 5 mars 2007** fait passer du juge unique à la collégialité en matière d'instruction. Cette loi prévoit que l'on instaure des pôles d'instruction tout d'abord pour certains TGI puis progressivement pour instaurer une collégialité à tous les TGI. Mais le problème pour financer cette collégialité, c'est qu'on repousse à maintes reprises une loi censée entrer en vigueur en **2014**.

Les délais d'instruction (moyennes) pour les crimes sont de 23,7 mois et les délits 25,8mois.

Après l'instruction, le juge d'instruction va décider s'il y a lieu de poursuivre l'instance :

- Si les charges ne lui paraissent pas suffisantes cela donne une ordonnance de non-lieu.
- Si les charges sont suffisantes et semblent constituer un délit cela donne ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel.
- Si les charges sont suffisantes et les faits semblent constituer un crime cela donne une ordonnance de mise en accusation devant Cour d'Assise.

La personne poursuivie devient un accusé (personne qui fait l'objet d'une ordonnance de mise en accusation). Mais l'ordonnance de mise en accusation devant Cour d'assise n'existe que depuis **2001**, avant l'instruction devait avoir lieu une 2^e fois devant la chambre d'accusation devenue la chambre d'instruction.

La chambre d'instruction

La chambre d'instruction est une juridiction de second degré, une chambre spécialisée de la Cour d'appel qui comprend 3 conseillers, dispose des prérogatives administratives et examine les demandes d'extradition des Etats étrangers. Elle a une fonction essentielle : observer les appels formés contre les décisions des juges d'instruction.

Exemple : une personne placée en détention provisoire, et qui s'est vu sa demande de remise en liberté rejetée, peut interjeter l'appel devant la Chambre d'instruction.

Les juridictions de jugement de droit commun

La juridiction du 1^{er} degré

Ici, il faut noter une particularité importante qui distingue juridictions pénales et juridictions civiles : en matière pénale il y a en effet une juridiction de droit commun pour chaque catégorie d'infractions.

- **Contraventions** : tribunal de Police : compétent pour juger toutes les contraventions mais dont la compétence s'est trouvée temporairement réduite du fait de la création des juges de proximité (compétent pour juger les contraventions de la 1^{ère} à la 4^{ème} classe). Réduction temporaire, les juridictions de proximité vont disparaître le **1^{er} janvier 2015**.
- **Délits** : Tribunal correctionnel.
- **Crimes** : Cour d'assises.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

On peut remarquer un lien très fort entre juridictions civiles et pénales au point que l'on dit souvent qu'il existe une unité des juridictions civiles et des juridictions pénales. Cette unité on l'a rencontré avec les juges d'instructions (juges du TGI) et la Chambre de l'instruction (Chambre de la Cour d'appel). Cette unité se manifeste aussi et encore plus dans le cadre du Tribunal de Police et correctionnel : le Tribunal de police en tant que tribunal d'instance statuant en matière pénale et le tribunal correctionnel en tant que TGI statuant en matière pénale. Dans les petits tribunaux : ce juge ou cette Chambre vont tenir tour à tour des audiences civiles et pénales. En revanche dans les tribunaux à effectif plus importants : les juges vont pouvoir se spécialiser et notamment dans les TGI : une des Chambres du TGI va devenir la Chambre correctionnelle. Mais cette parenté remise en cause par **Loi du 10 août 2011** sur la participation des citoyens. En effet, cette loi s'inspire très fortement de la Cour d'assise, décide d'introduire des citoyens assesseurs dans la composition du Tribunal correctionnel. Cette loi décide d'introduire 2 citoyens assesseurs qui viendraient s'associer au 3 magistrats composant normalement le TGI ou une chambre de TGI. Mais cette loi crée une différence entre le tribunal correctionnel et le TGI. Mais elle est expérimental, seul quelques cours sont concernées. Ce projet ne va pas mettre en place car il était trop dur à mettre en œuvre et les expérimentations ont montré que ça ralentissait justice avec environ +50% de délai pour chaque affaire.

Mais La Cour d'Assises n'a pas d'équivalent en matière civile. Une structure échevinale particulière parce qu'elle est composée d'une part de 3 magistrats professionnels : le Président de la Cour d'Assise et ces 2 assesseurs. Ce magistrat étant désigné par le Président de la Cour d'appel laquelle est située dans le ressort de la CA. Le Président est toujours un Président de chambre ou un conseiller de la Cour d'appel et ses 2 assesseurs sont des juges du TGI où se tiennent les Assises ou conseillers de la Cour d'appel et composée également d'un jury populaire. Pendant longtemps ce jury a été composé de 9 jurés tirés au sort : pas des magistrats professionnels. Mais ce nombre a été réduit par la **Loi du 10 août 2011** puisque depuis le **1^{er} janvier 2012**, ce nombre ne comprend plus que 6 jurés.

Comment devient-on juré ?

Chaque année, le maire de chaque municipalité tire au sort des noms sur liste électorale, cette liste de noms est transmise à la greffe de la CA de la région, puis il y aura une commission de magistrats qui exclura tous les noms qui font l'objet d'incapacité juridique ou d'incompatibilité.

Il faut être âgé de 23 ans minimum. Cette commission est suivie d'un nouveau tirage au sort qui donne la liste annuelle des noms pour chaque département : 35 titulaires et 10 suppléants.

Parmi cette liste, le Président de la Cour d'Assise tire au sort 6 jurés et des suppléants au cas où ils seraient défunts.

- **Avant 1941** : se prononçaient seulement sur la culpabilité de l'accusé.
- **Depuis 1941** : se prononcent sur la culpabilité mais aussi sur la peine.

Lors du délibéré les magistrats professionnels parce qu'ils ont une expérience vont exercer une influence sur les jurés car novices. Avant la **Loi du 10 août 2011**, le jury prenait une décision à majorité qualifiée de 8 voix, c'est-à-dire 5/9 voix du jury + 3/3 voix des magistrats.

Aujourd'hui comme il n'y a plus que 6 jurés, la majorité est fixée à 6 voix : 3/6 voix jury + 3/3 voix des magistrats, la majorité qualifiée n'est donc plus respectée.

Les juridictions de jugement du second degré

En matière de contravention, l'appel ne peut être fait que pour les contraventions les plus graves (celles qui donnent lieu à l'octroi de dommages et intérêts soit celle pour lesquels l'amende qui a été prononcée est supérieure à 150€). Les appels ne sont pas jugés non pas par les 3 magistrats du tribunal correctionnel mais depuis une **Loi du 9 mars 2004** : uniquement par le Président de la Chambre correctionnelle. Ce statut à juge unique est tout à fait exceptionnel dans notre système juridique.

En matière de délit, l'appel est toujours possible aussi bien par la personne condamnée que par le ministère public. En réalité il y avait très peu d'appel environ 6% seulement. Jusqu'à la **Loi du 15 juin 2000**, il n'y avait qu'une seule juridiction d'appel du jugement : la chambre des appels correctionnels mais il y avait peu d'appels formés en pratique.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Pour les crimes, jusqu'en **2000**, il n'y avait pas d'appel possible. Les arrêts de cour d'assise ne pouvaient faire l'objet d'un appel. L'arrêt d'assise émane d'un jury populaire, et donc expression du peuple. Et puis, le double degré de juridiction avait déjà eu lieu : au stade de l'instruction et pendant longtemps on a considéré que c'était une garantie suffisante de bonne justice.

Depuis **2001**, on peut former un appel contre un arrêt de cour d'assise. Le procès va être rejugé par une autre cour d'Assise, c'est un appel circulaire. Cette cour d'assise comportera plus de jurés que la 1^{ère} : 12 jurés (9 jurés après la réforme). Cette possibilité d'appel est nécessaire car des affaires ont éclaté et ont montré les failles du système avec des acquittements illégitimes et des condamnations trop sévères.

Les juridictions de l'exécution des peines

Les juridictions pénales d'exception ne sont compétentes que dans des cas prévus par la loi. Certaines catégories d'infractions. Pendant un temps on a dit que les juridictions pénales d'exceptions seraient en déclin : parce que 2 des plus connus avaient été supprimées en **1981** : le législateur avait supprimé la Cour de sûreté de l'Etat et les Tribunaux Permanents des Forces Armées.

Mais déclin n'est pas réel :

- Subsiste encore des juridictions militaires spécialisées.
- Suppression de ces juridictions : liée au terrorisme car on menaçait de mort les jurés, ces affaires de terrorisme sont jugées par une cour d'assise spéciale sans jurés ainsi que pour les affaires de stupéfiant où les jurés recevaient des pressions.

Certaines juridictions d'exceptions ont une très grande activité : les juridictions pénales pour mineurs. En **2011** : les juges des enfants ont eu à s'occuper de 100 000 mineurs en danger et 71 000 mineurs délinquants. Les mineurs sont pénalement responsables s'ils sont au moins âgés de 10 ans depuis la **Loi du 9 septembre 2002** (le seuil était de 13 ans auparavant).

- En dessous de 10 ans, les mineurs ne peuvent faire l'objet d'une simple mesure d'assistance éducative tel que le placement dans un établissement spécialisé.
- Entre 10 et 13 ans, ils peuvent faire l'objet de sanctions éducatives : confiscation d'objets etc.
- A partir de 13 ans : le mineur est susceptible d'une sanction pénale.

Il faut tout d'abord remarquer dans le cadre des mineurs : l'instruction est obligatoire concernant les délits et les crimes : facultative que pour les contraventions.

- Au premier degré : cette instruction est effectuée obligatoirement par le juge d'instruction dans le cadre d'un crime et dans le cadre d'un délit, soit par un juge d'instruction soit par plus souvent par le juge des enfants. Ce juge des enfants a la particularité d'être à la fois une juridiction pénale et civile. Il doit porter un intérêt particulier aux problèmes des enfants.
- Au second degré, la juridiction d'instruction compétente est la chambre de l'instruction qui présente sa composition habituelle à 1 détail près : l'un des 3 conseillers est spécialisé dans la protection de l'enfance (conseiller délégué à la protection de l'enfance).

Il faut alors distinguer 4 cas :

- Celui des contraventions de la 1^{ère} à la 4^{ème} classe : ces contraventions sont jugées actuellement par la juridiction de proximité mais à compter du **1^{er} janvier 2015**, ces contraventions seront alors jugées comme des contraventions de 5^{ème} classe où le juge pour enfant peut instruire et ensuite juger.
- La contravention de 5^{ème} classe et des délits sont jugés soit par le juge des enfants soit par le tribunal pour enfants soit enfin par le tribunal correctionnel pour mineurs.

On peut donc voir une exception car en procédure pénale il est interdit en principe d'un magistrat qui a instruit une affaire de participer à son jugement pour respecter le principe d'impartialité du juge.

57% des cas, le juge pour enfant prononce une mesure éducative pour l'enfant.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

43% des cas, il prononce une peine et doit renvoyer l'affaire devant tribunal pour enfants qui est composé d'un juge pour enfant et de deux assesseurs.

- La **Loi du 10 août 2011** a prévu que si le délit est puni par une peine supérieure ou égale à 3 ans d'emprisonnement et commis par un mineur de plus de 16 ans et en état de récidive : dans ce cas-là le délit devra être jugé par un tribunal correctionnel pour mineurs.
- Si le mineur a moins de 16 ans et commet un crime (critère de l'âge apprécié le jour de l'infraction) alors c'est tribunal pour enfant qui jugera l'affaire et elle-seule.
- Si mineur a plus de 16 ans et commet un crime, ces crimes sont jugés par la Cour d'assises des mineurs (Cour d'assises normale avec 2 différences : les magistrats assesseur du Président sont toujours des juges des enfants et débat à huis clos).

19

Les juridictions de l'exécution des peines

La sanction pénale à trois fonctions :

- Fonction **dissuasive** : exemplarité de la peine.
- Fonction d'**élimination** : société va se protéger du délinquant en l'emprisonnant.
- Fonction de **réadaptation sociale** : la meilleure défense de la société consiste à corriger le comportement des délinquants et à leur permettre une réinsertion sociale.

Chaque peine doit être individualisée pour le délinquant et peut être déterminée en fonction de la personnalité de l'auteur de l'infraction, l'emprisonnement n'est pas forcément la peine la plus adaptée et peut favoriser le récidivisme, contribue au surpeuplement des prisons (2012 : 66.000 détenus pour 57.000 places) bien qu'on tente de moderniser les prisons, les rénover. Le législateur donne aussi possibilité de donner d'autres peines que la prison comme le traitement pénal en milieu ouvert (la juridiction peut prononcer une peine d'emprisonnement avec sursis avec mise à l'épreuve).

L'individualisation de la peine vise à moduler la peine selon le profil et le comportement du délinquant avec des permissions de sorties, réductions de peines, libération conditionnelle etc. et la peine pourra varier selon comportement du délinquant durant sa peine. Cela suppose un examen et un contrôle du comportement de la personne condamnée : de **1958 à 2000** : le Juge d'Application des Peines (JAP) est le seul compétent à se prononcer.

Une **Loi en 2000** ajoute des juridictions régionales à se prononcer tandis que la **Loi Perben II (2004)** crée de nouvelles institutions :

→ Les juridictions de l'application des peines du premier degré (JAP) :

Juges d'application des peines qui étaient instituée par le Code de procédure pénale en **1958** : des magistrats du TGI nommé par Garde des Sceaux et il y a au moins un JAP pour chaque TGI.

En **2011**, il existait 375 JAP. Ses attributions varient si la personne est condamnée mais en liberté ou détenue. Pour les condamnés en liberté : il faut contrôler que le condamné respecte ses obligations, aménager si besoin ces obligations, sanctionner le condamné s'il ne respecte pas ses obligations. Mais le système est peu performant car il n'y a pas assez de juges.

Pour les condamnés détenus, il faut contrôler leurs conditions de détention, prendre des mesures nécessaires à l'individualisation de leur peine, accorder régime de semi-liberté, réduction de peine etc.

Jusqu'en **2012** : le JAP pouvait accorder une liberté conditionnelle aux détenus condamnés à moins de 10 ans de prison ou s'il restait plus que 3 ans à accomplir en prison.

→ La juridiction de l'application des peines du second degré :

Avant la **Loi Perben II**, il y avait plusieurs juridictions du second degré pour l'application des peines mais cette loi, il n'y qu'une seule juridiction du second degré compétente : la Chambre de l'application des peines, composée d'un Président et 2 conseillers.

→ Le juge délégué aux victimes :



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Cette fonction est récente, elle a été créée en **2007**. Il s'agit d'un magistrat du TGI désigné pour présider la Commission d'Indemnisation des Victimes CIV (créée en **1997**). Il vise à indemniser les victimes quand l'auteur du dommage est insolvable et c'est la collectivité qui va assurer cette tâche

Ces CIV sont présidées par des magistrats, juge délégué aux victimes. Elles établissent le montant de l'indemnisation de la victime si elle n'a pas été établie par le Tribunal correctionnel et aident la victime en saisissant un juge application des peines si le condamné ne respecte pas ses obligations.

→ La juridiction régionale de rétention de sûreté :

Concerne les personnes condamnées à plus de 15 ans de prison et ayant commis certains crimes particulièrement graves, la Cour d'Assise peut prévoir une possibilité de placer la personne dans un centre médico-judiciaire de sûreté et cela une fois que la personne aura purgé sa peine de prison.

Elle vise à priver de sa liberté une personne considérée comme potentiellement dangereuse et ce sans limite temps. Elle se prononce pour 1 an mais renouvelable autant de fois que l'on veut.

La Cour de cassation

La loi doit être la même pour tous. Cette égalité des citoyens suppose que la loi soit partout interprétée de la même manière d'où la nécessité de l'existence d'une juridiction suprême ayant pour rôle spécifique d'assurer cette unité d'interprétation de la règle de droit par les juridictions qui lui sont inférieures. C'est la Cour de cassation. Ce rôle d'unification de la règle de droit est important à un double titre : il permet d'expliquer la compétence de la Cour de cassation et le fait de la Cour de cassation soit seulement juge du droit.

De plus ce rôle est important car il permet de comprendre l'évolution de l'organisation de la Cour de cassation face à la multiplication des cours. Ce rôle n'est plus le seul rôle de la Cour de cassation. Depuis le **1^{er} mars 2010**, cette cour a également un rôle supplémentaire de filtre des QPC.

La Cour de cassation juge du droit et non du fait

L'appréciation des faits relève des juges du fond, la Cour de cassation juge elle le droit.

Le pourvoi en cassation

Pourvoi en cassation : acte par lequel une partie saisit la Cour de cassation pour vérifier que les juges du fond ont appliqué correctement la règle de droit aux faits constatés. Les juges du fond doivent avoir justifié leur décision en fait et en droit. La Cour de cassation va donc vérifier la bonne application de la règle de droit mais aussi de la bonne motivation de la décision, les motifs doivent être mentionnés d'une manière précise.

Lors d'un pourvoi, on peut soumettre à la Cour 2 catégories de griefs :

- Violation de la règle de droit : un article a été mal appliqué.
- Mauvaise motivation de la décision : défaut de base légale, décision mal motivée

Deux hypothèses sont alors possibles après le grief :

- Arrêt de **rejet** : l'affaire est terminée.
- Arrêt de **cassation** : le pourvoi est jugé recevable (assez rare).

L'effet d'un arrêt de cassation

Quand la Cour de cassation casse un arrêt, elle annule le jugement ou l'arrêt visé. L'affaire doit alors être rejugée et elle renvoie l'affaire vers une autre juridiction qui est rarement la même mais est de même nature. Quand la décision est cassée, l'affaire est rejugée entièrement, la juridiction de renvoi n'est pas tenue de suivre l'interprétation de la CDC. Si elle ne suit pas la position de la CDC ont dit qu'il y a résistance.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Une des parties peut former un pourvoi de la décision de renvoi, la CDC devra trancher un conflit d'interprétation entre toutes les juridictions et se réunit en Assemblée plénière, présidée par Président de la Cour de cassation et les représentants des 6 autres chambres.

Avant **1967**, la CDC devait statuer avec toutes les chambres réunies, au minimum 35 membres, l'organisation était très lourde.

Après **1967**, une loi prévoit que chaque chambre envoyait son président, son doyen et 2 conseillers, l'Assemblée plénière comportait alors 25 membres : le 1^{er} Président de la CDC, 6 Présidents de chambres, 6 doyens et 12 **21** Conseillers.

En **1997** : une loi a allégé la composition de l'Assemblée plénière : plus qu'un conseiller (2 avant), le 1^{er} président de la CDC, 6 présidents de chambres, 6 doyens et 6 conseillers.

L'Assemblée plénière a 2 possibilités :

- Donner raison aux juges du fond et contredire la première position de la CDC, ce qui est assez rare.
- Donner raison à la CDC et casser l'arrêt de renvoi mais comme elle casse, elle renvoie encore devant une juridiction mais cette fois qui est obligée de se conformer à la position de l'assemblée plénière.

L'évolution de l'organisation de la Cour de cassation face à la multiplication des pourvois

Le phénomène de la multiplication des pourvois a entraîné un engorgement de la Cour de cassation. Pour remédier à cet engorgement, deux directions ont été prises successivement.

Les modifications de la composition de la Cour de cassation

Pour que l'unification du droit puisse avoir lieu, il faut qu'elle soit assurée par une seule juridiction. Il y a donc qu'une seule Cour de cassation. Idéalement, il faudrait que cette juridiction n'est qu'une seule chambre (à partir du moment où elle se subdivise, apparaît un risque de contrariété de jurisprudence entre les 2 chambres). Cette organisation a dû être modifiée en raison de l'accroissement du nombre de pourvois. Ce nombre étant toujours plus important, il a fallu augmenter le nombre de chambres au sein de la Cour de cassation pour qu'elle puisse faire face à la tâche. On va assister à une augmentation constante du nombre de chambres. Un **décret-loi du 12 novembre 1938** va créer une chambre sociale.

Ensuite, une **Loi du 23 juillet 1947** va transformer la chambre des requêtes en une chambre commerciale. Ensuite, une **Loi du 21 juillet 1962** va créer une 2^{ème} chambre civile et enfin, une **Loi du 2 juillet 1967** va créer une 3^{ème} chambre. Ce mouvement de multiplication des chambres s'arrête en **1967**. Ce qui fait que la Cc comporte 6 chambres dont 3 chambres civiles ayant chacune leur spécialité (1^{ère} : droit de la famille, des contrats ; 2^{ème} : responsabilité civile ; 3^{ème} : litige des maux d'habitation).

Par la suite, la **Loi du 23 avril 1997** va entériner cette évolution en faisant du jugement en formation restreinte le principe. Cette réforme va introduire la formation restreinte là où elle n'existait pas encore, c'est à dire aussi de la chambre criminelle. Toutefois, il faut noter une différence importante par rapport aux chambres civiles : le jugement en formation restreinte demeure l'exception, il faut qu'il soit décidé par le président de la Cc ou par le président de la chambre criminelle. Ces pouvoirs ont été accrus par une **Loi du 25 juin 2001**. Elle a prévu que la formation restreinte puisse déclarer non admis les pouvoirs irrecevables ou non fondés sur un moyen sérieux de cassation. Cette réforme est importante en pratique car on réinstalle ainsi le rôle de filtre qui appartenait à la chambre des requêtes.

Afin de faire face à une tâche qui augmente sans cesse, il a été décidé de leur apporter une assistance : des conseillers référendaires et des auditeurs. Les conseillers référendaires ont été créés par la **Loi du 3 juillet 1967**. Actuellement il y en a 65. Ce sont des jeunes magistrats dont le rôle initial était seulement d'assister les hauts conseillers en leur préparant les dossiers, des rapports, des notes et même des projets d'arrêt pour les affaires simples. Par la suite, leur rôle a été accru par la **Loi du 12 juillet 1978** qui leur a permis de participer au débat pour les affaires dont ils ont été chargés. Les auditeurs de la Cc ont été créés par un **décret 20 février 1988**. Il



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

s'agit de 11 jeunes magistrats qui sont affectés au service de la documentation et des études qui a pour rôle de répertorier l'ensemble des pourvois et des arrêts de cassation.

L'accroissement des effectifs s'est arrêté en **1967**. Si le législateur ne fait pas de nouvelle chambre, c'est parce qu'en multipliant les chambres, on augmente le risque de contrariété de jurisprudence entre les chambres. C'est extrêmement dangereux car la raison d'être de la Cour de cassation est d'assurer l'unification. Mais lorsqu'une même question reçoit une interprétation différente de la part de 2 chambres de la Cour de cassation, il est alors possible de la faire trancher par une chambre mixte. Chambre mixte de la CDC vise à éviter qu'il y ait des contradictions entre les chambres. Cette Saisine peut être décidée par Premier Président de la CDC ou procureur général de la CDC. La chambre mixte est composée de conseillers appartenant aux 2 chambres en conflit et 2 conseillers appartenant à une 3^{ème} chambre, tous réunis sous l'autorité du 1^{er} président de la cour de cassation. Sa composition n'est pas fixe car elle dépend du nombre de chambres en conflits.

22

La lutte contre les pourvois dilatoires

La lutte contre les pourvois dilatoires a connu 4 étapes.

Tout d'abord, un **décret du 1^{er} novembre 1985** a modifié l'**article 628 du Code de procédure civile** afin de sanctionner celui qui forme un pourvoi abusif. Ensuite un **décret du 20 juillet 1989** qui instaure une procédure de radiation d'une affaire en cas de défaut d'exécution de la décision attaquée. Le retrait du rôle empêche une affaire d'être jugée. Les pourvois en cassation n'ont pas d'effet suspensif sauf exception prévue par la loi. Le **décret du 20 juillet 1989** a permis au premier président de la Cour de cassation de décider la radiation d'une affaire lorsque l'auteur du pourvoi ne justifie pas avoir préalablement exécuté la décision. L'**article 7 de la loi du 8 juillet 1991** a permis de refuser le bénéfice de l'aide juridictionnelle à celui qui n'est pas en mesure de présenter un moyen sérieux de cassation.

Ces diverses mesures ont commencé à introduire des effets car on voit depuis **1985** que l'accroissement de l'engorgement est moins rapide et parfois, certaines années, l'engorgement diminue. La situation s'améliore. Mais il demeure que le **31 décembre 2011**, le nombre d'affaires restant à juger s'élevait encore à 24 051 affaires soit environs 10 mois d'activité pour la Cour de cassation.

Le nouveau rôle de la Cour de cassation en matière de contrôle de constitutionnalité

Le contrôle de constitutionnalité reste très encadré car il peut être exercé que par le Conseil constitutionnel et pour éviter que le CC soit submergé par les demandes, il est soumis à différentes conditions :

Il ne peut avoir lieu que lorsqu'il s'agit d'une instance déjà en cours devant une juridiction, il ne peut avoir lieu qu'à la demande d'une des parties qui va soulever une QPC. Si la QPC est soulevée devant une juridiction du 1^{er} ou 2nd degré, elle doit vérifier que la disposition contestée est bien applicable au litige et que la disposition contestée n'a pas déjà été déclarée conforme à la Constitution par une décision du CC et la juridiction doit vérifier que la question n'est pas manifestement dépourvue de caractère sérieux. Si toutes ces conditions sont remplies, la juridiction suprême va transmettre la QPC au CC qui va juger de la constitutionnalité de la loi et éventuellement l'abroger.

Le Conseil d'Etat et la Cour de cassation ont un rôle de filtre destiné à faire en sorte que seules les questions posant un véritable problème de constitutionnalité soient transmises au CC et éviter ainsi que le CC ne croule sous les demandes. Ce rôle de filtre était initialement exercé par une formation spéciale présidée par le 1^{er} président et composé des 6 présidents de chambre ainsi que de 2 conseillers appartenant à chacune des chambres spécialement concernées par la Q. mais ceci a été modifié par la suite : la Cc ne voyait pas d'un bon œil la QPC. Le gouvernement de l'époque a réagi et il a été décidé dans un **décret du 15 octobre 2010**, ce rôle de filtre serait rentré à la formation spéciale et qu'il serait exercé par les chambres de la Cc. Ce rôle de filtre est fort important en pratique. En **2011**, le pourcentage de QPC transmise au CC était seulement de 4% en matière pénale et de 16% en matière civile.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Les personnes au service de la justice

Les personnes au service de la justice : ce sont tous ceux employés par les juridictions et au service de l'Etat. Mais le bon fonctionnement de la justice requiert l'intervention d'autres personnes qui sont payées par les parties (huissiers, avocats).

Le personnel des juridictions

Pour que la justice puisse être rendue, l'Etat emploie d'une part des magistrats et des juges mais aussi des personnes qui les assistent de manière occasionnelle ou permanente.

En leur sein, deux catégories peuvent être distinguées :

- Certains ont pour rôle de trancher les litiges : magistrats du siège dans l'ordre judiciaire.
- D'autres ont seulement pour rôle de défendre les intérêts de la société et de la bonne application des règles de droit en intervenant dans les audiences ou en saisissant les juges : magistrats du parquet : représentent le ministère public.

Catégorie distincte mais pas totalement autonome : Au sein des juridictions administratives : la personne qui va exercer le ministère est le plus souvent choisie parmi les juges. D'autre part, au sein des juridictions judiciaires le principe est que tout magistrat a vocation à être nommé au cours de sa carrière à des fonctions du siège et du parquet : principe de l'unité de la magistrature judiciaire.

Les juges

Tous les magistrats ne sont pas des juges. Tous les juges ne sont pas des magistrats. Dans l'ordre administratif, on n'emploie pas le terme de magistrat.

Le recrutement des juges peut se faire de différentes manières :

➔ **Recrutement par l'intermédiaire de l'ENM (école nationale de la magistrature) :**

C'est la voie d'accès classique à la magistrature, il faut un M1 minimum et avoir moins 31 ans le jour du concours, les fonctionnaires qui ont 4 ans d'ancienneté peuvent aussi passer le concours. Mais ces 2 modalités de recrutement à l'ENM n'ont pas suffi à recruter assez de magistrats.

La **Loi du 25 juillet 1992** ouvre alors un recrutement par de nouvelles voies :

- Accès à l'ENM avec concours à des personnes ayant exercé (+ 8 ans) une activité juridique.
- Accès à l'ENM sans concours pour ceux qui ont des compétences particulières dans le domaine juridique (+4 ans).

Pour ces deux derniers cas, une formation est obligatoire de minimum 31 mois : 1^{ère} phase composée de scolarité/stage (les plus importants sont juridictionnelles pendant 38 semaines et un stage dans un cabinet d'avocat pendant 21 semaines) à l'ENM. Puis 2^{ème} phase les auditeurs vont alors choisir leurs postes en fonction de leur rang de sortie puis l'auditeur va faire une nouvelle formation spécialisée pendant 6 mois et qui est destinée à le préparer à l'exercice de ce premier poste.

➔ **Recrutement latéral par accès direct à un poste :**

Il est appelé aussi recrutement au tour extérieur. Il consiste à faire rentrer dans la magistrature des personnes qui ont eu déjà une expérience professionnelle dans le domaine juridique (tous postes accessibles) mais les grades auxquels les personnes peuvent accéder, vont dépendre de leurs compétences/expériences professionnelles.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Exemple : un avocat va accéder au second grade ou au premier grade de la hiérarchie ou hors hiérarchie selon qu'il aura 17-18-19 ans de pratique professionnelle. Les candidatures sont soumises à une commission et c'est elle qui décidera en fonction des besoins de la magistrature.

➔ Recrutement des juges de l'ordre administratif :

Il existe ici 2 types de recrutement :

- ENA (mais ne prépare pas qu'au métier de juge, prépare le haut fonctionariat). Accès à la juridiction administrative dépendra du classement de sortie à l'ENA.
- Recrutement au tour externe.

24

L'indépendance des juges par rapport à l'Etat

Les juges sont employés par l'Etat, il les nomme, les paye, décide de leur avancement et au besoin les sanctionne : ils ne peuvent pas être dépendants de l'Etat à première fois mais il est essentiel que le gouvernement ne puisse pas exercer de pression sur lui pour l'inciter à statuer sur tel ou tel sens. Cette exigence d'indépendance du juge est essentielle que c'est un principe à valeur constitutionnelle.

Concernant les juges de l'ordre judiciaire (**article 64-1 de la Constitution**) : « le Président de la République est garant de l'indépendance de la justice ».

Concernant les juges administratifs, c'est le Conseil constitutionnel (**Décision du 22 juillet 1980**) qui a affirmé que l'indépendance des juridictions administratives fait partie des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République. Mais l'indépendance des juridictions est d'abord l'indépendance des hommes eux-mêmes, mais cette indépendance est assurée d'une manière différente selon s'il s'agit des juges administratifs ou des magistrats judiciaires.

L'indépendance des magistrats de l'ordre judiciaire

Cette indépendance est assurée par l'**article 64, alinéa 4 de la Constitution** : l'alinéa 4 énonce que les magistrats du siège sont inamovibles c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas faire l'objet d'une mesure arbitraire de la part du gouvernement et selon les conditions prévues par la loi. Mais ce principe ne concerne pas les magistrats du parquet. En aucun cas, un jugement qui n'est pas en accord avec la décision de l'Etat n'est pas du tout une faute professionnelle. Pour permettre de garantir le principe d'inamovibilité, il y a l'**article 55 de la Constitution** qui demande au conseil supérieur de la magistrature de le faire respecter.

On trouve dans ce conseil une formation compétente à l'égard des magistrats du siège composée de 15 membres depuis la dernière réforme (**réforme du 23 juillet 2008** entrée en vigueur le **23 janvier 2011**). On y trouve le premier Président de la Cour de cassation (il préside la formation), 5 magistrats du siège élus par leurs pairs, 1 magistrat du parquet élu également par ses pairs, 1 conseiller d'Etat, 1 avocat désigné par le Président du conseil national des barreaux et 6 personnalités n'appartenant ni au parlement/ni à l'ordre judiciaire et administratif et désignés par le président de la République, le président de l'assemblée et le président du Sénat.

Il y a 2 attributions des magistrats du siège : la première est disciplinaire. C'est le conseil supérieur de la magistrature qui va instruire les sanctions (c'est le conseil qui décide).

Lorsque la formation compétence statue en matière disciplinaire, dans ce cas elle comprend un magistrat du siège qui appartient à la formation compétence des magistrats du parquet afin que les magistrats ne soient pas en minorité lorsque le conseil statue en matière disciplinaire.

La **Loi constitutionnelle du 23 juillet 2008** a apporté une modification importante en matière disciplinaire : les justiciables peuvent saisir le Conseil supérieur de la magistrature pour déclencher des poursuites disciplinaires envers un magistrat (soumises à des conditions définies par la **Loi du 22 juillet 2010** : la plainte doit contenir l'identité de l'auteur (pas de plainte anonyme), une indication détaillée des faits/griefs faits contre le magistrat. La plainte ne peut pas être contre un magistrat qui demeure saisi d'une procédure. Enfin, la plainte doit être engagée avant l'expiration du délai de 1 an. La recevabilité de la plainte doit être composée par une commission de requête (2 personnalités et 2 magistrats) et si elle est recevable, elle est examinée mais cela reste rare. En **2012**, il y a



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

eu 283 plaintes et sur ces 283 il n'y a que 11 plaintes qui ont été jugées recevables. La plainte va être renvoyée à la formation disciplinaire.

La 2^{ème} attribution est la nomination et l'avancement des magistrats : le Conseil supérieur de la magistrature est invoqué pour la proposition d'avancement car les magistrats du siège ne peuvent être nommés que sur avis conforme de la formation compétente. Ce pouvoir de proposition du CSM est d'autant plus important quand il s'agit de magistrat du siège : s'agissant des magistrats les plus élevés : le Président de la République ne peut pas les nommer s'ils n'ont pas été préalablement proposés à un autre poste. Ce pouvoir est exercé pour les conseillers à la Cour de cassation, les présidents à la Cour d'appel et pour les présidents des tribunaux de grande d'instance.

25

L'indépendance des juges administratifs

Les juges de l'ordre administratif n'ont pas bénéficié du principe d'inamovibilité mais les membres du Conseil d'Etat en raison du prestige de l'institution ont toujours bénéficié d'une inamovibilité de fait (coutume). Ce sont les plus hautes autorités qui décident de la sanction disciplinaire s'agissant des membres du Conseil d'Etat. L'absence d'une reconnaissance législative de l'indépendance des juges administratifs était gênante. Pour pallier à cela, une **Loi du 6 janvier 1986** leur a étendu le bénéfice du principe d'inamovibilité et ceci a été repris par les conseillers des Cours d'administration d'appel le **31 décembre 1987**.

En même temps, ces lois ont créé un organe pour veiller à l'indépendance des cours administratives d'Etat : c'est le Conseil supérieur des tribunaux administratifs et Cours administrative d'appel. Ce conseil comprend 13 membres dont 3 sont issus du Conseil d'Etat (Vice-président, le conseiller d'Etat chef de la mission d'inspection des juridictions administratives et le secrétaire général du CE), ainsi que 2 membres issus de l'administration active (directeur général de la fonction publique et le directeur chargé au ministère de la justice au service judiciaire). Il y a également 5 membres qui sont des conseillers des tribunaux et Cours administratives d'appel élus pour 3 ans par leurs pairs. Enfin, les 3 derniers membres sont des personnalités extérieures nommées pour 3 ans par le Président de la République, le président de l'assemblée et du sénat).

Il a des attributions semblables au Conseil supérieure de la magistrature malgré quelques différences qui tient au fait que les décisions en matière disciplinaire de ce Conseil supérieur ne s'imposent pas au Président de la république qui prononce par décret la sanction. En pratique, l'autorité morale de ce Conseil fait que ces avis sont généralement suivis.

Le Ministère public

Les personnes qui exercent le Ministère public ne jugent pas mais défendent les intérêts de la société devant les juridictions et veillent à la bonne application de la loi et du bon ordre public.

L'organisation du Ministère public

Devant les juridictions civiles, les magistrats du Ministère public sont organisés sous la forme d'une structure hiérarchisée appelée le parquet. Mais il n'en existe pas devant les juridictions pénales/administratives, cependant cela ne signifie pas que le Ministère public n'est pas exercé.

Au sein des juridictions civiles, seules les juridictions de droit commun sont pourvues d'un parquet : devant le tribunal de grande instance, chaque Cour d'appel, et la Cour de cassation: les parquets forment une structure hiérarchisée.

A la base de la hiérarchie, il y a le parquet du TGI mais également devant toutes les juridictions d'exception qui sont dans le ressort du TGI (procureur de la République assisté de substituts). Au-dessus, il y a le parquet de la Cour d'appel dirigé par un procureur générale assisté de magistrats. Le procureur général est chef de parquet : il commande les membres du parquet de la Cour d'appel et il peut donner des ordres au parquet des différents TGI qui sont dans le ressort de la Cour d'appel.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Le parquet de la Cour de cassation n'est pas au-dessus mais à un rang égal que le parquet de la Cour d'appel. Le procureur générale de la Cour de cassation dirige aussi les autres membres et est assisté d'une vingtaine d'assistants. Au rang supérieur, il y a le Garde des Sceaux : il prend des perquisitions dans tel ou tel sens.

Il y a plusieurs limites au pouvoir du procureur général :

- le pouvoir propre des pouvoirs généraux : si le procureur prend une décision contraire à celle du Garde des Sceaux, celle-ci sera quand même applicable malgré une sanction disciplinaire.
- l'alignement progressif du régime des parquets sur les magistrats du parquet : depuis la **réforme constitutionnelle du 19 juillet 1993**, la discipline des magistrats des parquets relèvent du Conseil supérieur de la magistrature.

La formation compétente des magistrats du parquet : il y a 8 des membres qui sont compétent et avocat, 6 personnalités nommées par le Président de la République/président assemblée nationale et Sénat. La formation compétente des magistrats du parquet donnent leur avis sur les fonctions disciplinaires, le garde des Sceaux n'est pas obligé de donner son avis en matière d'agencement et elle n'a pas de pouvoir de proposition s'agissant des postes les plus hauts mais elles donnent au minimum son avis représentant un progrès : avant la **réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008**, l'avis de la formation n'était pas demandé.

→ Le Ministère public devant les juridictions pénales :

Ces magistrats sont soumis au garde du Sceaux et il pouvait avant l'entrée en vigueur d'une **Loi du 25 juillet 2013** ordonner aux magistrats de prendre des réquisitions dans telles ou telles sens (le garde des Sceaux ne donne pas d'instruction individuelle et il ne peut pas ordonner de ne pas suivre). Maintenant ce sont seulement des instructions générales quant à la politique pénale de l'Etat civil).

Les attributions du Ministère public sont particulièrement le fait qu'il peut intervenir dans le cadre d'un procès de 2 manières :

- Partie **jointe** : ne fait que donner un avis pendant un procès déjà entamé où il n'est ni demandeur ni défendeur.
- Partie **principale** : intervient au procès en tant que demandeur ou défendeur.

→ Dans les procès civils :

Le Ministère public intervient en tant que partie jointe car les litiges sont seulement d'intérêt privé, il ne va donc que donner un avis sur bonne application de la loi.

→ Dans les procès pénaux :

Le Ministère public est toujours la partie principale, il est toujours demandeur au procès car il est le seul apte à engager une action publique et son action est portée au nom de la société contre l'auteur d'une infraction. Mais le ministère public n'est pas le seul à pouvoir déclencher la mise en œuvre.

L'action publique peut être mise en mouvement de la part de deux personnes :

- Ministère public : il peut déclencher une instruction si nécessaire, un réquisitoire introductif d'instance. Si l'instruction n'est pas nécessaire, il peut saisir directement juridiction de jugement.
- Victime : peut déclencher son action civile et demande une réparation de son préjudice au pénal à travers des dommages intérêts.

L'action civile entraîne automatiquement une action publique (2 méthodes) :

- Par voie de citation directe de la personne poursuivie devant la juridiction de jugement : jugement immédiat (contraventions et petits délits).
- dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile et entraîne une instruction.
- Pour les délits, 2 possibilités sont envisageables pour engager action en justice, pour donner lieu à des abus, certaines victimes se constituent une partie civile pour enclencher une instruction.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

→ Le Ministère public devant les juridictions administratives :

Il est exercé par des commissaires du gouvernement, connus après le **décret du 7 janvier 2009**, les rapporteurs publics. Leur appellation antérieure était extrêmement trompeuse car ils n'ont jamais représenté le gouvernement devant les juridictions administratives. Les commissaires du gouvernement exerçaient le ministère public : défendaient les intérêts généraux et la bonne application de la loi d'où le changement de nom. Les commissaires du gouvernement devenus rapporteurs publics sont totalement indépendants du gouvernement.

D'ailleurs, certains hésitent de les appeler ministère public, car ces rapporteurs ne forment pas un corps hiérarchisé ; ils n'ont qu'une existence individuelle, ils ne sont soumis à aucune hiérarchie et de totalement indépendant du Gouvernement. Il y a au moins 1 rapporteur public devant chaque juridiction administrative nommé par décret par les membres de la juridiction devant lesquels ils vont exercer le ministère public.

Les attributions du Ministère public

Elles sont de 2 types car elles peuvent intervenir en tant que parties jointes ou en tant que parties principale. Si le ministère public intervient en tant que partie jointe, il se contente de donner un avis au sein d'un procès qui est déjà entamé. Dans ce cas il n'est ni demandeur, ni défendeur au procès et a plusieurs conséquences : n'a pas à effectuer d'actes de procédure, il ne peut pas non plus exercer de voie de recours contre le jugement qui va intervenir, il n'a pas de frais à payer et enfin il prend la parole en dernier pour donner un avis impartial après que chacune des parties à plaider sa cause.

Mais il peut aussi être partie principale à un procès. Il intervient alors soit en qualité de demandeur soit en qualité de défendeur et les conséquences sont inverses des précédentes : il va devoir accomplir des actes de procédure comme toute partie au procès : il peut exercer des voies de recours contre le jugement qui interviendra, il risque de payer les frais de procès s'il perd celui-ci. Si le demandeur parle en premier, si le défendeur parle en dernier ; suivant la nature des juridictions devant lesquelles il intervient il est parfois toujours partie jointe, soit toujours partie principale, soit les deux.

Les attributions du Ministère public devant les juridictions civiles

Devant les juridictions civiles, le Ministère public intervient en principe en tant que partie jointe. Les affaires/ litiges sont privé(e)s et donc il ne pourra intervenir que pour donner un avis. Il a aussi la possibilité d'intervenir en tant que partie principale soit parce que la loi le prévoit expressément dans un cas particulier.

Exemple : pour droit de la personne ou droit de la famille. Autre possibilité, quand il y a un risque d'atteinte à l'ordre public.

Les attributions du Ministère public devant les juridictions pénales

Le Ministère public est toujours la partie principale et plus précisément demandeur au procès. Cela tient au fait qu'il a le monopole de l'exercice de l'action publique. Seul le Ministère public peut exercer cette action publique. En revanche, le Ministère public n'est pas le seul à pouvoir décider de sa mise en œuvre au départ. Elle peut être le fait du MP ou de la victime de l'infraction. L'action publique peut être mise en mouvement par le ministère public, si on est dans un cas où l'instruction est obligatoire ou bien si l'instruction semble nécessaire au ministère public, il va la mettre en mouvement au moyen d'un acte réquisitoire introductif d'instance qui a pour effet de saisir un juge d'instruction.

Mais si l'instruction n'est pas obligatoire et qu'elle ne semble pas nécessaire, le MP peut saisir la juridiction de jugement par plusieurs moyens dont la citation directe : acte huissier adressé à l'individu qui a commis l'acte reproché. Le principe est que le MP est juge de l'opportunité des poursuites.

Exemple : attitude du ministère public avant la **Loi VEIL**. Avant son entrée en vigueur, il restait distant – classement sans suite. Le taux est en constante diminution (11, 6 % en **2010**). La justice rapporte une réponse pénale dans 88,4% des cas. Mais, c'est 11,6% des affaires susceptibles d'être poursuivies, 28 % des plaintes auraient pu être poursuivies ; 72% ne pouvaient pas l'être. Si on se rapporte au quota des plaintes, on en arrive à 25%.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Si le MP n'engage pas de poursuites, la victime a la possibilité de déclencher elle aussi la mise en œuvre de l'action publique en exerçant son action civile: c'est l'action par laquelle la victime d'une infraction demande réparation de son préjudice devant des juridictions pénales. L'exercice de l'action civile par la victime a pour effet de déclencher immédiatement la mise en mouvement de l'action publique.

En effet, pour demander réparation devant des juridictions pénales, la victime peut procéder de deux manières :

- voie d'intervention c'est à dire intervenir dans un procès pénal déclencher par avance par le ministère public
- ou par voie d'action : exercer son action publique alors que le ministère public n'a encore rien fait et c'est l'action de la victime qui déclenche l'action du ministère public.

28

La victime peut procéder soit par voie de citation directe de la personne poursuivie devant la juridiction de jugement (contravention et délit) soit par le dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile (délict et crime). La différence entre les deux est que la citation directe entraîne la saisie immédiate d'une juridiction de jugement alors que la plainte avec constitution de partie civile (dans l'hypothèse où le ministère public n'a pas encore poursuivie) débute alors un procès et entraîne la saisie du juge d'instruction.

En matière de délit la victime a le choix entre deux possibilités : citation directe OU plainte avec constitution civile: ce choix a parfois donné lieu à des abus. Certaines victimes se constituaient une partie civile uniquement pour déclencher une instruction, alors que l'instruction est facultative en matière de délit. Le ministère public, qui avait considéré l'affaire simple avait décidé de saisir directement la juridiction de jugement. Une **Loi du 5 mars 2007** a décidé qu'une plainte avec constitution de partie civile ne serait désormais recevable que s'il a été préalablement établi que le ministère public a décidé de ne pas poursuivre, de classer l'affaire sans suite. Une fois que l'action a été mise en mouvement (que ce soit à l'initiative de la victime ou du MP), seul le MP va pouvoir poursuivre et faire les actes de procédures nécessaires à la poursuite de l'action publique jusqu'à son terme.

Les attributions du rapporteur public devant les juridictions administratives

Devant les juridictions administratives, le rapporteur public n'est jamais la partie principale car il ne représente jamais ni l'administré ni l'administration. L'**arrêt de principe du CE, Gervese, 10 juillet 1957** : un commissaire du gouvernement avait été relevé de ses fonctions au motif qu'il n'avait pas défendu les intérêts de l'administration. Ce commissaire a formé un recours contre le décret qui le relevait de ses fonctions et le CE lui a donné raison en affirmant que « *le commissaire du gouvernement n'est pas le représentant de l'administration* ». Il a pour mission de faire connaître en toute indépendance son appréciation sur des circonstances de faits de l'espèce et les règles de droit applicables » (même définition que celle du ministère public intervenant en tant que partie jointe). Il ne peut donc qu'être que partie jointe devant les juridictions administratives.

Les auxiliaires des parties

Parmi les auxiliaires des parties, on peut faire une distinction entre d'une part les avocats qui exercent une profession libérale c'est-à-dire une profession intellectuelle indépendante et soumise à la concurrence et d'autre part les officiers ministériels c'est-à-dire des personnes qui ont acquis une charge avec l'autorisation du gouvernement et qui bénéficie d'un monopole dans l'exercice de ses fonctions.

Les avocats

Statut de la profession

Les avocats, représentent la part la plus importante des auxiliaires des parties, il y avait au **1^{er} janvier 2013** : 58 224 avocats en France. Il faut savoir à ce propos, que presque la moitié des avocats sont inscrits au barreau de Paris. La féminisation de la profession se ressent de plus en plus chez les avocats : depuis **2009**, plus d'avocates que d'avocat. La profession d'avocat est une profession réglementaire afin de garantir au justiciable, une assistance de qualité.



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Organisation de la profession

Les avocats sont organisés en barreau, il y a autant de barreau que de TGI. Le regroupement des avocats au sein d'un même barreau est un ordre des avocats. Chaque barreau est dirigé par Conseil de l'Ordre et d'un bâtonnier.

Le Conseil de l'Ordre est élu pour 3 ans par les avocats (renouvellement 1/3 tous les ans) et doit administrer l'ordre des avocats et va se prononcer sur les demandes d'inscription à l'ordre. Jusqu'à **2005** il était aussi une juridiction disciplinaire des avocats (toujours vrai pour Paris mais ce n'est plus le cas en Province). A Paris, c'est un très gros barreau et en Province, ce sont des petits barreaux donc il peut y avoir des problèmes de proximité entre ordre des avocats et avocats eux-mêmes.

Le Bâtonnier est élu pour 2 ans ; représente l'ordre des avocats, il décide de poursuivre ou non un avocat en matière disciplinaire.

L'organisation du métier d'avocat est très fragmentée dû fait des nombreux barreaux.

Pour la défense de cette profession au niveau national, il existe un Conseil national des barreaux qui représente la profession auprès de l'Etat et harmonise règles déontologiques.

Accès au métier d'avocat

Pour être avocat, il faut être français, européen ou ressortissant d'un pays qui permet aux français d'être avocat là-bas, ne doit pas avoir été condamné au pénal, être titulaire d'un M1 ou M2.

Après le master, il faut passer l'examen d'entrée dans Centre Régional de Formation Professionnel des Avocats (CRFPA) avec :

- 6 mois de théorie.
- 6 mois en stage hors cabinet d'avocat.
- 6 mois stage cabinet d'avocat.
- Cette formation délivre CAPA.

Une fois le CAPA obtenu, il faut réaliser un stage de 2 ans comme avocat stagiaire puis on devient un avocat à part entière. Mais depuis **2004**, le stage de 2 ans a été supprimé car il n'y avait pas assez de stages à pourvoir.

Modalités d'exercice de la profession d'avocat

Jusqu'en 1990, la profession pouvait être exercée individuellement ou collectivement ;

Après 1990 : la loi a été élargie à des modalités d'exercice :

- Profession d'avocat sous forme de salariat.

→ 6% des avocats sont salariés.

- Exercice de la profession sous diverses formes.

Pour une société pour l'exercice d'une profession libérale (SEL) : Société d'Exercice d'une profession Libérale à Responsabilités Limitées (SEARL) → 45% des groupements d'avocats.

Ce qui vise à concurrencer les cabinets étrangers installés en France qui avaient un statut privilégié.

Et peut informer la clientèle de leur spécialité : 26 spécialités sont reconnues et qui doivent être validées par un jury : droit social, droit fiscal, droit des sociétés, etc.

L'évolution des fonctions de l'avocat

Avocat : métier très ancien remontant au droit romain.

Il existe 2 fonctions majeures aujourd'hui :



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

- Assistance : conseil juridique en dehors de tout procès.
- Assistant judiciaire : à l'occasion d'un procès.

Cette fonction peut être exercée devant toutes les juridictions sauf devant le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation (avocats spécialisés).

La plaidoirie est en théorie le monopole des avocats mais les parties peuvent plaider elles-mêmes. Devant juridictions d'exception, ce monopole n'existe pas. Il n'est pas forcé d'être avocat pour plaider.

Exemple : prud'hommes délégués syndicaux peuvent plaider pour des salariés.

La fonction d'assistance s'exerce également dans le cadre de la garde à vue. En **1993**, la loi reconnaît le droit de consulter un avocat quand on est en garde à vue. La garde à vue simple soit 24h : on a le droit à 30mn d'entretien avec avocat

Si la garde à vue est prolongée à 48h un deuxième entretien est autorisé, mais le rôle est limité, c'est un simple entretien sans avoir accès aux pièces du dossier. Ceci a été jugé inconstitutionnel à la suite d'une **QPC du 30 juillet 2010**, la CEDH a condamné la garde à vue en France dans un **arrêt Brusco c/ France, 14 octobre 2010**. La réforme mise en place le **14 avril 2011** : l'avocat a désormais accès à certaines pièces du dossier et assiste son client dans tous les interrogatoires.

L'avocat peut assister son client dans toute la France mais sa fonction de représentation (*accomplir des actes de procédures pour son client*) est limitée au ressort du barreau où il est inscrit.

Les officiers ministériels

Les officiers ministériels sont titulaires d'une charge acquise avec l'agrément du gouvernement. Ils exercent leur fonction à titre de monopole. Les officiers ministériels ne sont pas tous des auxiliaires de justice (exemple : les notaires). Seul sont de manière permanente des auxiliaires de justice, les avocats au CE et à la Cour de cassation et les huissiers.

Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation

On les appelle souvent les avocats aux conseils et cela par référence à leur référence historique. Ils exercent à titre de monopole les fonctions d'assistance et de représentation devant le CE et la Cour de cassation. Ce monopole est justifié par la technicité particulière des recours en cassation. Les avocats aux conseils étaient les avocats de l'ancien régime qui devaient acheter leurs charges.

Aujourd'hui, ils disposent du monopole de la fonction d'assistance et représentation à la Cour de cassation et CE. C'est un monopole car très technique pour les recours en cassation.

Il faut 60 charges pour les avocats aux conseils. Le ministre de la justice peut créer un arrêté de nouvelles charges d'avocats au conseil. D'autre part, les avocats au conseil peuvent exercer en société. On peut dénombrer dès le **1^{er} janvier 2013** 105 avocats au conseil. Ils forment un ordre avec un président nommé par le Garde des Sceaux nommé pour 3 ans sur consultation du Conseil de l'ordre.

Pour être avocat aux conseils : il faut avoir plus de 1 an de pratique d'avocat et suivre une formation spécifique de 3 ans avec un examen final organisé par l'*Ordre des Avocats aux Conseils*.

Huissiers de Justice

Parmi les différentes fonctions des huissiers de justice, il faut distinguer celles exercées à titre de monopole et celles pour lesquelles le monopole n'existe pas. Les fonctions pour lesquelles les huissiers ne disposent pas d'un monopole sont les fonctions de conseil et d'assistance (exemple : constat de faits). La valeur probatoire de ces constats a été renforcée par une **Loi du 22 décembre 2010**. Avant cette loi, les constats d'huissier n'avaient la valeur que de simple renseignement. Aujourd'hui, les constats d'huissier font foi jusqu'à preuve contraire.

Les fonctions que les huissiers avec monopole : signification des actes de procédure aux partis (un procès ne peut avoir lieu sans que cette personne soit avertie), sécurité juridique aux justiciables en exécutant des



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

décisions de justice (saisie, expulsion). Pour les fonctions exercées à titre de monopole, la compétence territoriale des huissiers est très limitée. Jusqu'à un **décret du 11 mai 2007**, il ne pouvait exercer leur ministère que dans le ressort territorial du TI auxquels ils appartiennent. Ils étaient 3256 au **1^{er} janvier 2012**. Changement avec le **décret du 11 mai 2007** qui étend leur compétence au TGI de leur résidence.

L'organisation de la profession d'huissier est organisée en chambre hiérarchisée : une départementale, une régionale et une nationale. Les sanctions disciplinaires sont exercées par la chambre régionale depuis la **Loi du 22 décembre 2010** tandis que la chambre nationale a un rôle de représentation vis à vis des pouvoirs publics.

Pour devenir huissier, il faut être français, être titulaire d'un master 1 en droit, avoir fait un stage de deux ans et avoir subi un examen professionnel à l'issue du stage. La pyramide des âges au sein de cette profession est telle qu'un grand nombre d'huissiers ont pris leur retraite aux alentours de l'année **2010** : c'est une profession qui recrute aujourd'hui.

Les qualités d'une bonne justice

L'**article 6 § 1 de la Convention européenne des droits de l'Homme** nous dit que « toute personne a le droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial ». Ce sont les principales qualités que le justiciable est en droit d'attendre de la justice.

Une justice accessible

Le droit d'accès au juge est sûrement l'un des droits fondamentaux les plus importantes de tous dans la mesure où c'est de son exercice effectif que dépend la protection de tous les autres droits. La justice doit être pleinement accessible.

La permanence de la justice

En France, la justice est rendue de manière permanente. Mais il est vrai que le service de la justice est suspendu pendant les week-ends et les jours fériés (en cas d'urgence il est possible de saisir un juge des référés ou un juge d'instruction = application de la continuité du service public). Le droit de faire grève leur est refusé par l'**article 10 de l'ordonnance du 22 septembre 1958**.

La gratuité de la justice

Elle n'a pas toujours été gratuite. Sous l'Ancien Régime, les juges n'étaient pas payés par le roi. La **Loi des 16 et 24 août 1990** va poser le principe de la gratuité de la justice. Les juges ne sont pas payés par les partis mais par l'Etat. Le justiciable est exposé à 2 sortes de frais : les honoraires de son avocat (**article 700 du Code civil** : le juge peut exiger de se faire rembourser une partie des honoraires d'avocats) et les dépens (tous les frais de justice sauf les honoraires d'avocat). Une **Loi du 22 janvier 1951** a créé l'assistance judiciaire (ceux qui en bénéficient n'ont aucun frais). Une **Loi du 3 janvier 1972** a remplacé l'assistance judiciaire par l'aide judiciaire (ça comprend toutes les personnes ayant des faibles revenus). La **Loi du 3 janvier 1972** a prévu que les auxiliaires de justice seraient payés par l'Etat.

Ce nouveau système d'aide judiciaire était imparfait : il était nécessaire d'être parti à un procès pour bénéficier gratuitement d'un avocat or il peut arriver que des personnes démunies aient besoin des conseils d'un avocat en dehors de tout procès. De plus, les auxiliaires de justice recevaient de l'Etat que des sommes dérisoires. La **Loi du 10 juillet 1991** a remplacé l'aide judiciaire par une aide juridique qui comprend 2 composantes : l'aide juridictionnelle et l'aide à l'accès au droit (en dehors de tout procès). En **2012**, la dépense effective de la dépense juridictionnelle a été de 351,7 millions d'euros.

L'attribution de l'aide juridictionnelle dépend de 3 conditions :

- Une condition de ressource : premier plafond de revenu en dessous duquel il est possible d'obtenir une aide juridictionnelle totale (929 euros), un second plafond en dessous duquel il est possible d'obtenir une aide juridictionnelle partielle (1493 euros).



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

- La revalorisation des plafonds par rapport au nombre de personne à charge. Exception : l'aide juridictionnelle peut être accordée à un justiciable si sa situation paraît digne d'intérêt en regard du litige. Depuis la réforme de 91, ce n'est plus la loi qui détermine les montants de ces plafonds.
- La troisième condition d'octroi de l'aide juridictionnelle est relative à la demande : elle ne doit pas être irrecevable. Le bureau d'aide juridictionnelle se charge de vérifier que toutes les conditions sont remplies. S'agissant des demandes formées en appel, il faut s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle du TGI de la ville où siège la cour d'appel. Il existe des bureaux d'aides juridictionnelles auprès de la Cour de cassation, du CE.

Celui qui bénéficie de l'aide juridictionnelle est libre de choisir l'avocat qu'il veut. Ce n'est qu'à défaut de choix qu'un avocat sera désigné d'office par le bâtonnier de l'ordre des avocats.

Si l'aide est totale, son bénéficiaire n'a rien à payer, mais il y a 2 limites :

- Frais déjà couverts par un contrat d'assurance de protection juridiques ne sont pas pris en charge par l'aide juridictionnelle depuis un **décret du 15 décembre 2008**.
- Si le bénéficiaire de l'aide perd son procès, il doit payer les dépenses exposées par son adversaire à moins que le juge ne décide de mettre ces dépenses à la charge de l'Etat.

Si l'aide juridictionnelle est partielle, son bénéficiaire est déchargé du paiement des frais du procès à proportion de l'aide qui lui est apportée.

Une réforme est effectuée par une **Loi du 8 janvier 1993** pose le principe de l'audition en justice du mineur. Si on veut que le mineur soit auditionné dans des conditions adéquates, il faut qu'il soit assisté d'un avocat. Cette **Loi du 8 janvier 1993** a décidé que le mineur bénéficie du droit de l'aide juridictionnelle.

Une réforme est effectuée par la **Loi du 24 août 1993** : pour rendre effective l'assistance, il a été prévu qu'un troisième cas d'aide allait s'ajouter à l'aide juridictionnelle : l'aide de l'intervention de l'avocat lors de la garde à vue.

Une **Loi du 8 décembre 1998** et une **Loi du 23 juin 1999** vont accorder l'aide juridictionnelle lorsqu'un avocat est saisi par un dans le cas où les parties veulent parvenir à un accord de transaction ou en pénal. La 5ème réforme est réalisée par une **Loi du 28 décembre 2001** qui prévoit l'octroi de l'aide juridictionnelle à propos de l'intervention des avocats pour assister les détenus au cours des procédures disciplinaires.

Ces réformes aboutissent à un phénomène de généralisation de l'octroi de l'aide juridictionnelle. Ce système permet de rendre la justice accessible à tous en principe.

Les règles de compétence territoriale de juridiction

Objectifs : assurer aux partis un accès commode à la justice et assurer un bon fonctionnement de la justice. Ce double objectif n'est pas atteint de la même façon selon qu'il s'agit des juridictions civiles, pénales et administratives.

Les juridictions civiles : le principe posé par l'**article 42 du Code de procédure civile** est que la juridiction compétente est celle dans le ressort de laquelle est situé le domicile du défendeur. Exceptions à cet article : volonté de protéger une des parties au litige ; centralisé le litige au lieu le plus adéquate

Les juridictions de l'administratives : les règles sont similaires. Mais il existe des exceptions afin que le contentieux se trouve centralisé à Paris.

Les juridictions pénales : principe de la triple compétence : il est possible de saisir soit la juridiction dans le ressort de laquelle l'infraction a été commise soit la juridiction dans le ressort de laquelle la personne poursuivie réside soit la juridiction dans le ressort de laquelle la personne poursuivie est détenue. Ce principe connaît des exceptions : en matière de contraventions les tribunaux de police et les juridictions de proximité sont celui du lieu d'infraction ou le lieu de la résidence du préfet ; la cour d'assise compétente est celle dans le ressort de laquelle est située le TGI auquel appartient le juge d'instruction (cour d'assise du département où le crime a été commis le plus souvent).



Les précis de la Corpo

L1 Droit – Equipe 2 – Premier semestre

Quelles que soient les juridictions, ces règles sont d'ordre public : les partis ne peuvent y déroger en choisissant une autre juridiction. Il n'y a qu'une seule exception qui concerne les contrats entre commerçants : on peut stipuler une clause attributive de compétence.